



TIJARIS



LE MAGAZINE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET INTRA-OCI



ICDT INVEST DAYS BANJUL AU-DELÀ DES ATTENTES

P.08



P.22

INTERVIEW

M. LUCIEN LEUWENKROON
PDG Top Class Lavazza

3^e RÉUNION MINISTÉRIELLE
DU COMITÉ DE NÉGOCIATIONS
COMMERCIALES DE L'OCI

P.06

15^{ème} SOMMET ISLAMIQUE OCI
GAMBIE

P.30

TOGO:
LE SYSTÈME EPHYTO GENS
ENTRE EN LICE

P.36





Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (C.I.D.C), dont le siège est à Casablanca (Maroc), constitue un instrument privilégié de promotion des échanges commerciaux des États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

Il a pour objectifs de :

- Encourager le développement des échanges commerciaux réguliers entre les États Membres ;
- Promouvoir les investissements visant le développement des échanges commerciaux ;
- Contribuer à la promotion des productions des États Membres et favoriser l'accès aux marchés extérieurs ;
- Promouvoir l'information commerciale ;
- Assister les États Membres dans le domaine de la promotion commerciale et des négociations commerciales internationales ;
- Assister les entreprises et les opérateurs économiques.

L'action du C.I.D.C s'articule autour de six axes principaux :

PROMOTION COMMERCIALE

- Encourager les contacts entre les hommes d'affaires des États Membres ;
- Assurer la promotion des productions des États Membres notamment par la tenue régulière de la Foire Islamique et par l'organisation d'expositions et salons spécialisés ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Promotion des Exportations.
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion Commerciale.

INFORMATION COMMERCIALE

- Collecter et diffuser les données commerciales ;
- Développer des bases de données commerciales accessibles à distance ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Documentation et de réseaux d'Information Commerciale.

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

- Encourager les investissements intra-OCI ;
- Promouvoir les investissements étrangers dans les États Membres de l'OCI ;
- Encourager le partenariat entre les opérateurs économiques des États Membres ;
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion des investissements particulièrement ceux tournés vers l'exportation

ÉTUDES ET RECHERCHES

- Publier un Rapport Annuel sur le commerce inter-islamique ;
- Mener des études sectorielles concernant les produits et les marchés ;
- Etudier les voies et moyens susceptibles d'atténuer les obstacles au commerce entre les États Membres.

FORMATION

- Organiser des séminaires et des stages de formation
- Aider les États Membres à créer un corps d'experts dans les divers domaines du développement commercial.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

- Assister les États Membres dans les négociations commerciales ;
- Préparer et organiser les négociations commerciales intra-OCI .

Latifa Elbouabdellaoui,
Directrice Générale du CIDC



ICDT Invest Days Banjul et une pluie d'investissements

Organisés les 2 et 3 mai 2024, en prélude au 15^{ème} Sommet de l'OCI, les ICDT Invest Days Banjul ont été un franc succès. Ouvrant la voie à une augmentation des investissements étrangers et à une croissance économique durable en Gambie, cet événement a mis en lumière le potentiel immense du pays hôte et a renforcé son statut de destination d'investissement attrayante au sein du monde islamique. Nous osons croire que ces ICDT Invest Days Banjul joueront un rôle crucial dans la sensibilisation aux opportunités d'investissement en Gambie. La connexion entre les investisseurs potentiels et leurs partenaires locaux est désormais réelle : des contrats et MoU ont déjà été ficelés. Un tel succès est un signe encourageant pour l'avenir de l'économie gambienne. Dans ce numéro, nous revenons largement sur l'événement, en rapportant les propos des uns et des autres, et nous jetons un regard approfondi sur ce rendez-vous, en mettant en évidence les succès de cette grand-messe et les opportunités d'investissement en Gambie. Des investisseurs, des entreprises et des responsables gouvernementaux de tout le monde islamique ont pu explorer les opportunités d'investissement prometteuses dans ce pays. Nous nous réjouissons que cet événement de deux jours ait mis en lumière le potentiel immense de ce pays attrayant, avec un accent particulier sur les secteurs clés, tels que le tourisme, l'agriculture, les infrastructures et les technologies de l'information et de la communication.

Un succès en appelant un autre, nous annonçons les prochains événements ICDT Invest Days, les 24 et 25 septembre, à Yaoundé au Cameroun, puis au Comores, les 13 et 14 novembre 2024.

Ce Numéro Spécial comprend également des événements et des initiatives clés de l'OCI, tels que la Semaine du commerce sans papier, le Module de paiement électronique au Nigéria, la 3^{ème} Réunion ministérielle du Comité de négociations commerciales (TNC) et un Grand Angle sur le 15^{ème} Sommet islamique de l'OCI en Gambie. Notre magazine partageant aussi le Point de Vue d'experts et de capitaines d'industrie, M. Lucien Leuwenkroon, PDG de Top Class Lavazza, dévoile comment le café est bien plus qu'une simple boisson dans le monde musulman.

Les informations sur les tendances économiques et commerciales au sein de l'OCI, telles que la forte croissance des fonds islamiques, tout comme des statistiques pertinentes sur l'industrie halal et l'entrée en lice du système ePhyto GeNS au Togo, ne sont pas en reste.

Bonne lecture ! ■



PHOTO DE COUVERTURE
ICDT Invest Days Banjul en Gambie
© Abdou Dakhité

FOCUS

08 ICDT Invest Days Banjul: Au-delà des attentes 10-21 Ils ont dit...

1. Mme Latifa El Bouabdellaoui, DG CIDC
2. Hon. Baboucar Ousmaila Joof, Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Intégration régionale et de l'Emploi Gambie
3. Hon. Sir Farimang Saho, Président de l'Association des Manufacturiers Gambiens (AMG)
4. Muhammed Jah, Président Q Group
5. Momar Tall, PDG Ecosoil
6. Saloua Karkri Belkeziz, Vice-Présidente ASMEX/Maroc
7. Papa Mady Coulibaly, DGA AFI-I'UE
8. David Costa, African Region Manager VHM'S
9. Sulayman Cham, PDG NIRO
10. Aly Guindo, PDG FSA
11. Ibrahima Dione, DG Serex et SG MEPE
12. Momodou Hy dara, Directeur Joah Oil Company

POINT DE VUE

- 22 M. Lucien Leuwenkroon, PDG Top Class Lavazza

OCI ECO NEWS

- 26 Atelier de formation virtuelle sur le développement de l'écotourisme durable
- 28 Azerbaïdjan: ByYouthforYouth International Forum à Susha et Baku
- 29 Forte croissance des fonds islamiques

GRAND ANGLE

- 30 15^{ème} Sommet Islamique OCI Gambie

OCI STATS

- 35 Données pour stimuler l'industrie Halal
- 36 Système e-Phyto GeNS entre en lice au Togo

DANS LE PIPE

- 37 ICDT Invest Days Yaoundé
- 38 18^{ème} Foire commerciale des États membres de l'OCI

AGENDA

OCI ÉVÈNEMENTS

- 03 Une délégation du secteur privé de la République islamique du Pakistan au CIDC
- 04 Semaine du commerce sans papier
- 05 Module de paiement électronique opérationnel au Nigeria
- 06 3^{ème} Réunion ministérielle du Comité de Négociations Commerciales (TNC) de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI)
- 07 12^{ème} Conférence islamique des ministres du tourisme (TIMT) et 9^{ème} Réunion du Comité de coordination du tourisme

Une délégation du secteur privé de la République islamique du Pakistan en visite au CIDC

LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (CIDC) A ACCUEILLI, LUNDI 27 MAI 2024, À SON SIÈGE À CASABLANCA, UNE DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN COMPOSÉE D'HOMMES D'AFFAIRES DE LA SANTÉ, DU SPORT, DU TEXTILE, DE L'INFORMATIQUE, DE LA FINANCE ISLAMIQUE, DE L'EMBALLAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE.



UNE VUE DE LA RENCONTRE, AU SIÈGE DU CIDC.

Dans le cadre de sa visite de prospection au Royaume du Maroc, la rencontre de la délégation pakistanaise avec les responsables du CIDC a été l'occasion de présenter les initiatives du Centre visant à favoriser le développement du commerce et des investissements entre les États membres de l'Organisation de la coopération islamique. Avec notamment le portail commercial de l'OCI (<https://oic.tradehelpdesk.org>), point d'entrée unique pour toutes les informations sur l'accès au marché, les procédures commerciales et les contacts avec les partenaires spécifiques à chaque pays dans 57 États membres. Les exportateurs, les importateurs, les investisseurs et les institutions de soutien au

commerce peuvent l'utiliser pour rechercher des opportunités commerciales et les exigences du marché pour les produits. Ainsi, le CIDC a détaillé à ses hôtes les outils du Trade Help Desk, tels que «Information commerciale», le «Potentiel d'exportation» et l'«Accès au marché».

Nous apprenons que les participants ont aussi discuté des pistes potentielles pour renforcer la coopération trilatérale entre le Maroc, le Pakistan et le CIDC dans des domaines d'intérêt mutuel. Une telle rencontre augure de bonnes perspectives dans le court et moyen terme à savoir abriter les Salons et Forums des Industries du Sport et de la Santé des pays de l'OCI en 2025 u en 2026. ■

SEMAINE DU COMMERCE SANS PAPIER

LE CIDC A PARTICIPÉ À LA SEMAINE DU COMMERCE SANS PAPIER, ORGANISÉE PAR LA CESAP (COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE) DU 3 AU 7 JUIN 2024 À BANGKOK, EN THAÏLANDE. À CETTE OCCASION, IL A ORGANISÉ, EN PARTENARIAT AVEC LE DÉPARTEMENT DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE LA BID (BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT), UN ATELIER DE DEUX JOURS SUR LA NUMÉRISATION POUR LA FACILITATION DURABLE DU COMMERCE DANS LES PAYS ASIATIQUES DE L'OCI, LES 3 ET 4 JUIN 2024.



PHOTO-SOUVENIR DES PARTICIPANTS À LA RENCONTRE SEMAINE SANS PAPIER À BANGKOK.

La participation du CIDC à la Semaine du commerce sans papier, tenue du 3 au 7 juin 2024 à Bangkok, en Thaïlande, a été un franc succès, renforçant son positionnement en tant que leader dans la promotion du commerce numérique au niveau de la région Asie-OCI. Cet événement d'envergure a réuni des acteurs clés du commerce international pour explorer les solutions numériques permettant de faciliter et de fluidifier les échanges transfrontaliers.

Mettant en avant son expertise et son engagement lors de la Semaine du commerce sans papier, le CIDC a eu l'opportunité de présenter son programme dédié à la digitalisation du commerce et à l'intelligence économique. Cette mise en avant a permis de souligner le rôle crucial du Centre en tant que facilitateur du commerce international dans la région.

Un engagement continu pour un commerce sans papier

À cette rencontre, le CIDC a réaffirmé son engagement à travailler en étroite collaboration avec la CESAP, la BID et le secteur privé pour concrétiser les recommandations et faire progresser l'agenda du commerce sans papier dans les pays asiatiques de l'OCI. Concrètes, celles-ci, pour un commerce sans papier plus efficace, ont porté sur le renforcement de la collaboration internationale dans le domaine du commerce sans papier transfrontalier durable dans les pays de l'OCI. Elles se sont articulées autour de la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités pour les parties prenantes du Sud-Ouest, la création d'un certificat électronique halal, la réalisation d'études sur les systèmes eTIR, e-CMR, ePhyto, ou encore le lancement

de projets pilotes dans les États membres asiatiques. L'objectif ultime est de promouvoir un commerce international plus fluide, plus transparent et plus durable, au profit de la prospérité économique et du développement social de la région.

Un Atelier fructueux sur la digitalisation pour le commerce durable

En collaboration avec le département de Coopération et de développement des capacités de la BID, le CIDC a organisé un atelier de deux jours, les 3 et 4 juin, sur la digitalisation pour la facilitation durable du commerce entre les pays asiatiques de l'OCI. Cet atelier a rassemblé plus de 60 participants de 15 pays asiatiques membres de l'OCI, offrant une plateforme de partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière de commerce électronique. En plus de sa participation active à l'Atelier et aux sessions de partage d'expériences, apprend-on, le CIDC a aussi eu l'occasion de rencontrer des représentants de haut niveau des gouvernements et des organisations internationales, d'établir des partenariats stratégiques avec des acteurs clés du secteur privé et de se tenir informé des dernières tendances et innovations en matière de commerce électronique. L'édition suivante est programmée pour juin 2025 à Bangkok. ■

Module de paiement électronique opérationnel au Nigéria

LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (CIDC), EN PARTENARIAT AVEC L'ALLIANCE MONDIALE POUR LA FACILITATION DU COMMERCE (GATF), LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BID) ET LA BANQUE ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE (BADEA), RATIONALISE LES PAIEMENTS ÉLECTRONIQUES AU NIGÉRIA.

L'engagement du CIDC à rationaliser les paiements électroniques au Nigéria s'inscrit dans le cadre de ses efforts plus larges pour promouvoir un commerce plus fluide et inclusif dans les pays membres de l'OCI. Le Centre continuera à collaborer avec ses partenaires pour mettre en œuvre des initiatives qui soutiennent la croissance économique et le développement durable dans la région.

En facilitant la connexion entre le module de facturation GeNS et une plateforme développée par le Nigerian Agricultural Quarantine Service (NAQS), plateforme également intégrée à une solution de paiement électronique locale (Remita), il contribue à stimuler le commerce, à réduire les coûts des transactions et à promouvoir l'inclusion financière dans le pays. Les exportateurs peuvent désormais régler plusieurs factures simultanément sans avoir à se rendre au NAQS ou à une banque pour payer les frais liés aux certificats phytosanitaires. Le module de paiement électronique est opérationnel depuis février 2024.

Des défis à relever

Malgré les progrès significatifs réalisés ces dernières années, les paiements électroniques au Nigéria restent confrontés à un certain nombre de défis. À cause de la fragmentation du paysage des paiements, de nombreux acteurs proposent des solutions de paiement différentes, ce qui crée de la confusion et augmente les coûts pour les entreprises et les consommateurs.

À cela s'ajoutent des infrastructures inadéquates. L'accès à internet et aux services bancaires formels reste limité dans certaines régions du pays, ce qui entrave l'adoption des paiements électroniques. On déplore aussi des frais de transaction élevés. Les frais associés aux paiements électroniques peuvent être prohibitifs pour les petites entreprises et les particuliers, ce qui freine leur utilisation.

Pour un système de paiement électronique plus efficace et inclusif

L'initiative du CIDC vise à s'attaquer aux défis précités par la promotion l'interopérabilité des systèmes de paiement. Cela permettra aux utilisateurs d'effectuer des paiements sans être contraints par le choix du fournisseur de services de paiement. En renforçant les infrastructures de paiement électronique, ces challenges peuvent aussi être relevés, en permettant d'étendre l'accès aux services de paiement électronique, en particulier dans les zones rurales, et en réduisant les frais de transaction, d'où des paiements électroniques plus abordables pour les petites entreprises et les particuliers.

Un impact positif attendu sur l'économie nigériane

La rationalisation des paiements électroniques au Nigéria devrait avoir un impact positif sur l'économie du pays en stimulant le commerce via la facilitation des transactions, les paiements électroniques qui encouragent les entreprises à étendre leurs activités et à atteindre



ACHATS PAR CARTE BANCAIRE VIA INTERNET



PAIEMENT VIA TERMINAL DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE (T.P.E.)

de nouveaux clients, en réduisant les coûts des transactions poussant entreprises et consommateurs à économiser de l'argent sur les frais de transaction, ce qui peut stimuler l'investissement et la consommation. Parce qu'ils facilitent l'accès aux services financiers, les paiements électroniques peuvent contribuer à réduire la pauvreté et à promouvoir la croissance inclusive. L'atelier de clôture a eu lieu à Abuja le 25 juin 2024. ■

PHOTO-SOUVENIR DE LA 3^{ème} RÉUNION MINISTÉRIELLE DU COMITÉ DE NÉGOCIATIONS COMMERCIALES DE L'OCI.

3^{ème} RÉUNION MINISTÉRIELLE du Comité de négociations commerciales de l'OCI

LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (CIDC) A PARTICIPÉ À LA 3^{ème} RÉUNION MINISTÉRIELLE DU COMITÉ DE NÉGOCIATION COMMERCIALES (TNC) DE L'OCI, QUI S'EST TENUE À ISTANBUL, EN RÉPUBLIQUE DE TURQUIE, LES 10 ET 11 JUIN 2024.

La 3^{ème} Réunion ministérielle du Comité de négociation commerciale de l'OCI, tenue les 10 et 11 juin 2024 à Istanbul, a été une étape importante dans la promotion de la coopération économique et commerciale entre les pays membres. Le CIDC est fier d'avoir contribué à cet événement et continuera à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre des décisions prises. Sa participation à la Réunion ministérielle et à l'Atelier sur le rôle du secteur privé témoigne de son engagement à promouvoir le commerce intra-OCI et à contribuer au développement économique durable des pays membres.

Cette réunion avait pour objectif de discuter des moyens de renforcer et de développer la coopération économique et commerciale, ainsi que de favoriser le commerce intra-OCI entre les pays membres, en abordant la stratégie de négociation et le plan d'action pour renforcer le Système de préférences commerciales (SPC-OCI), nous a-t-on précisé.

Lors de cette rencontre, qui a réuni des ministres et de hauts fonctionnaires des pays membres de l'OCI, le Centre a présenté différents aspects du système, mettant en lumière ses effets positifs et ses dimensions juridiques, tout en soulignant l'importance de l'intégration économique entre les pays de l'OCI.

Un plaidoyer pour un système de préférences commerciales renforcé

Le CIDC a plaidé en faveur d'un renforcement du Système de préférences commerciales de l'OCI (SPC), outil essentiel pour faciliter les échanges commerciaux entre les pays membres. Le Centre a mis en avant l'importance d'élargir la liste des produits admissibles au SPC, de simplifier les procédures de certification et de renforcer le mécanisme de suivi et d'évaluation.

Un appel a été lancé afin de nouer des partenariats stratégiques pour une action collective. Dans cette veine, le CIDC a souligné la nécessité d'une collaboration accrue



INTERVENTION DE MME LATIFA EL BOUABELLAOUI, DG DU CIDC.

entre les pays membres de l'OCI, appelant à la création de partenariats stratégiques dans des domaines tels que le développement des chaînes de valeur régionales, la promotion des investissements directs étrangers et le renforcement des capacités commerciales.

À Istanbul, le CIDC a réaffirmé son engagement à poursuivre ses efforts visant à apporter une assistance technique aux pays membres, à faciliter le dialogue entre les parties prenantes et à plaider pour des politiques commerciales favorables. ■

12^{ème} Conférence islamique des Ministres du Tourisme (TIMT) et 9^{ème} Réunion du Comité de coordination du Tourisme

LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (CIDC) A PARTICIPÉ À LA 12^{ème} CONFÉRENCE ISLAMIQUE DES MINISTRES DU TOURISME (TIMT) ET À LA 9^{ème} RÉUNION DU COMITÉ DE COORDINATION DU TOURISME, QUI SE SONT TENUES DU 31 MAI AU 2 JUIN 2024 À KHIVA, EN OUZBÉKISTAN, ET PORTANT SUR LE THÈME «DÉVELOPPER L'INDUSTRIE DU TOURISME DE MANIÈRE DURABLE ET RÉSILIENTE».

La 12^{ème} Conférence islamique des Ministres du Tourisme (CIMT) et la 9^{ème} Réunion du Comité de coordination du Tourisme, qui se sont tenues à Khiva, en Ouzbékistan, du 31 mai au 2 juin 2024, feront date. Ces événements importants ont rassemblé des Ministres du Tourisme, des responsables gouvernementaux et des acteurs du secteur privé des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) pour discuter des stratégies de développement d'un tourisme durable et inclusif dans la région. Présidée par S.E. M. Houssein Brahim Taha, Secrétaire général de l'OCI, et le Ministre de l'Écologie, de la protection de l'environnement et du changement climatique de l'Ouzbékistan, la conférence s'est concentrée sur le thème «Développer l'industrie du tourisme de manière durable et résiliente».

Pour le développement du tourisme entre États membres

Lors de cette conférence, le représentant du CIDC a présenté diverses initiatives visant à favoriser le développement du tourisme entre les États membres, à savoir la promotion du tourisme à travers la Foire du tourisme de l'OCI, l'organisation de séminaires et webinaires pour le renforcement des capacités dans l'industrie du tourisme, le pilotage d'un projet régional sur le développement du tourisme durable en Afrique de l'Ouest, mais



PHOTO-SOUVENIR DE LA 12^{ème} CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LE TOURISME & LA 9^{ème} RÉUNION DE COORDINATION DU TOURISME.



DE G. À D. : DR SALIM M. ALMALIK, DG DE L'ISESCO, S.E. M. HISSEIN BRAHIM TAHA, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OCI, M. AZIZ ABDUKHAKIMOV, MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE, DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DE L'OUZBÉKISTAN

aussi mener une étude sur l'image de marque du tourisme favorable aux musulmans sur le marché mondial ou encore présenter les critères de sélection des villes touristiques dans les pays de l'OCI.

Le calendrier des villes touristiques de l'OCI, pour les années à venir, a été adopté, avec Dakar au Sénégal (2025), Le Caire en Égypte (2026) et Lahore au Pakistan (2027)

d'autres villes de l'espace OCI sont en cours de sélection. Cela souligne les efforts continus pour promouvoir le tourisme au sein de l'organisation.

À noter que la 13^{ème} Édition de l'ICTM devrait avoir lieu au Qatar, reflétant la collaboration continue entre les États membres de l'OCI pour faire avancer l'agenda du tourisme. ■



ICDT INVEST DAYS BANJUL

Au-delà des attentes

APRÈS DEUX ÉDITIONS RÉUSSIES À DAKAR PUIS À NOUAKCHOTT, LE CIDC A ORGANISÉ, LES 2 ET 3 MAI 2024, LA 3^{ème} ÉDITION DU FORUM INVEST DAYS À BANJUL, EN AMONT DU SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT DE L'OCI. RENDEZ-VOUS CHARNIÈRE POUR LES INVESTISSEURS ET LES ENTREPRENEURS DU MONDE ENTIER, LES ICDT INVEST DAYS VISENT À DYNAMISER ET STRUCTURER LE PAYSAGE DES INVESTISSEMENTS AU SEIN DES PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI).

À Banjul, les ICDT Invest Days, organisés sous le thème «Gambie, terre d'opportunités», ont été un franc succès. Pour Mme Latifa El Bouabdellaoui, Directrice générale du CIDC, le Forum a été une vraie réussite en Gambie, sachant que de quelque 300 invités attendus, l'événement a accueilli plus de 760 participants. En effet, les investisseurs ont répondu à l'appel de Banjul et un record de participation a été enregistré. Avec 1 108 inscrits venus de 40 pays différents, les ICDT Invest Days ont battu un record, reflétant la réalisation des objectifs ambitieux fixés. Initiative conçue pour encourager les flux d'investissements transnationaux et identifier

les secteurs prometteurs susceptibles d'accélérer le développement économique régional, l'événement, ponctué de panels, de salles de marchés et de visites de sites, a joué pleinement son rôle en créant une plateforme charnière réunissant les principaux acteurs et parties prenantes des investissements de l'OCI, y compris des investisseurs internationaux. En témoignent les différents satisfécits.

B2B, B2C et B2G

Les objectifs spécifiques, adaptés au contexte local et aux aspirations de développement économique de la Gambie, ont été atteints lors des ICDT Invest Days Banjul.

Attirer au moins 50 investisseurs internationaux, afin de présenter les opportunités d'investissement locales et de stimuler l'économie gambienne grâce aux investissements directs étrangers, effectuer des visites sur le terrain, objectifs clés, permettant aux investisseurs d'explorer directement les projets et les entreprises gambiennes et de mieux comprendre le contexte dans lequel leurs investissements pourraient prospérer, ont été réalisés. Au-delà de cet aspect qui a porté sur le B2B et le B2C, pour créer des liens plus concrets entre investisseurs et opportunités locales du privé, la Gambie visait, en termes de B2G, la signature au moins de

3 protocoles d'accord entre investisseurs étrangers et parties gambiennes. Aux Invest Days Banjul, les attentes ont été dépassées, vu que ce sont 8 protocoles d'accord (MoU) qui ont été paraphés, marquant des engagements importants entre diverses organisations et agences. Parmi ceux-ci, des collaborations notables: GIEPA-CIDC et FENIP-GMA, démontrant un engagement fort en faveur du développement économique et de la coopération internationale. Le ministère gambien de la Santé a été particulièrement actif, signant des accords avec HPIC Maroc, Suptech et Comedic, mettant l'accent sur l'amélioration des infrastructures de santé et de l'accès aux soins médicaux. D'autres partenariats incluent Fagace-CIDC, FSA-CIDC et TAGFC-FENIP et GCCI&CCIS-RSK. Ils témoignent tous de la diversité et de la portée des initiatives entreprises lors de cet événement clé.

Riche de ces certitudes, les contacts se poursuivront, même après la fin de l'événement. On gagnerait à impliquer activement la communauté en ligne des participants, tout au long de l'année, pour maintenir l'engagement et favoriser de nouvelles collaborations.

Secteurs prioritaires de l'économie régionale

La répartition des participants par secteur aux Invest Days Banjul révèle des intérêts stratégiques variés et met en avant les secteurs prioritaires de l'économie régionale. Le secteur agricole s'est démarqué avec le plus grand nombre de participants (106), soulignant son rôle crucial dans l'économie. Les secteurs du pétrole et de l'énergie ont aussi attiré une attention significative avec 60 participants, tandis que les industries manufacturières suivent de près avec 56 participants. Le secteur de la santé, avec 44 participants, et du tourisme,



ÉCHANGES RICHES ET FRUCTUEUX À ICDT INVEST DAYS BANJUL, AVEC À LA CLÉ DES SIGNATURES DE CONTRATS ET MOU.

avec 43 participants, démontrent leur importance croissante. Le transport, avec 41 participants, est essentiel pour le soutien logistique et commercial. À l'inverse, le secteur numérique, avec seulement 19 participants, indique une opportunité de développement ou un besoin d'accroître l'engagement futur. Ces chiffres donnent un aperçu des domaines d'intérêt pour les investissements et les initiatives de développement dans la région.

Un suivi dans les 100 jours suivant cette édition des Invest Days Banjul permettra d'évaluer les investissements réels réalisés et d'avoir une compréhension plus précise du volume et de la répartition de ces investissements par secteur.

Des pistes d'amélioration

Pour accroître l'efficacité et l'impact des futurs Forums ICDT Invest Days, plusieurs recommandations ont été suggérées. Premièrement, il serait bénéfique de communiquer clairement sur les projets existants, les études sectorielles déjà réalisées et les incitations fiscales disponibles pour attirer davantage d'investisseurs. Il est également conseillé de conserver le format actuel, qui comprend diverses opportunités, telles

que des panels, des deal rooms et des visites de sites, tout en accordant plus de temps aux deal rooms pour permettre des discussions approfondies et des négociations plus fructueuses. De plus, encourager les médias audiovisuels à diffuser en direct et à interviewer des personnes-ressources clés en temps réel maximiserait la visibilité et l'engagement pendant l'événement.

Il est également essentiel d'envoyer des projets bancables détaillés, trois mois avant le forum, et d'organiser des réunions préalables au forum avec les décideurs locaux et les investisseurs intéressés pour poser les bases et optimiser les résultats. De plus, inviter les sponsors cinq mois à l'avance leur permettrait de s'engager pleinement et de planifier efficacement leur participation. De nouvelles introductions sont également proposées pour enrichir les résultats de l'événement. Un rapport de synthèse comprenant des indicateurs clés de performance (KPI), une évaluation conjointe post-événement dans un délai de 100 jours et un soutien continu aux investisseurs pourraient grandement améliorer l'expérience et le succès des engagements pris. ■



MME LATIFA EL BOUABDELLAOUI

Directrice Générale CIDC

Ils ont dit...

“Je puis dire que nous avons atteint les objectifs escomptés. Nous avons enregistré la participation de plus de 600 investisseurs, provenant de plusieurs pays de l’OCI et au-delà. Par rapport à la participation, nous sommes très satisfaits. Ceci témoigne de l’importance de l’attractivité de la destination Gambie par rapport aux investisseurs de la zone OCI. Nous sommes convaincus que la Gambie présente un grand potentiel dans différents secteurs d’activité, à savoir l’agriculture, les transports, la santé..., mais aussi en termes de terre d’accueil des investissements à destination d’autres marchés voisins.”

La Gambie fait partie de la CEDEAO, un marché de plus de 300 millions de consommateurs, qui s’offre aux investisseurs qui décident de s’y installer. Nous faisons en sorte que des investisseurs fassent le choix de la Gambie, que des investissements se fassent en Gambie, qu’une relation de partenariats entre investisseurs de la Gambie et des autres pays de l’OCI soit une réalité.”

Nous avons été très satisfaits au vu du nombre de MoU signés entre les opérateurs marocains et les autorités gambiennes, en vue de développer des projets d’investissement et des relations très fortes, entre ces opérateurs et leurs homologues gambiens.”

«Nous sommes convaincus que la Gambie présente un grand potentiel dans différents secteurs d’activité, à savoir l’agriculture, les transports, la santé..., mais aussi en termes de terre d’accueil des investissements à destination d’autres marchés voisins.»



HONORABLE BABOUCAR OUSMAÏLA JOOF

Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Intégration régionale et de l'Emploi, Gambie

Ils ont dit...

“Nous avons invité le CIDC à venir nous soutenir dans notre vision de mettre en valeur la Gambie. Nous avons constaté que notre pays a beaucoup de potentiel et beaucoup d'opportunités qui sont inexploités. Il y a beaucoup de travail à faire dans l'économie de ce pays. Après avoir constaté des investissements très limités, nous avons identifié 7 domaines prioritaires. Nous souhaitons maintenant que les investisseurs viennent nous rejoindre. Les gouvernements et les organisations internationales ralentissent leurs investissements. Donc, actuellement, c'est le secteur privé qui a le vent en poupe..., ce pays a choisi de suivre le développement économique et la croissance inclusive au niveau du secteur privé, c'est pourquoi nous faisons appel au CIDC. Fort heureusement, nous avons obtenu sa caution dans ce domaine. C'est pour cela que nous les avons amenés et nous sommes heureux d'être numéro 3 dans le roadshow des ICIDT INVEST DAYS.

J'ai soutenu dans un panel que les accords multilatéraux, en général, tournent autour du commerce... Si vous regardez les accords de la CEDEAO, de l'UA..., ils sont tous conclus pour faciliter le commerce. La diplomatie commerciale et la facilitation des échanges sont ce qui fait avancer un pays. C'est pourquoi la Gambie a en ce moment cette opportunité unique... Au prochain forum de l'OCI en Gambie, je ne serais plus ministre, je ne serais plus là, je pourrais être encore vivant, mais pas ministre. Donc, en ayant cette opportunité unique, où les 57 pays sont ici pour parler de nos relations en tant que pays musulmans, nous devrions capitaliser et exploiter les potentiels qui existent. On nous enseigne en Islam qu'un frère doit être considéré comme soi-même. Donc, si nous nous réunissons ici en tant que frères et sœurs pour discuter de notre avenir, rien n'est plus approprié que d'organiser ce genre de forum pour vous donner l'opportunité d'investir en Gambie. Mais cela donne aussi à la Gambie l'opportunité de recevoir des investissements de nos frères. Nous pourrions alors renforcer le commerce intra-OCI comme cela a été prévu par le Secrétariat de l'OCI.”

«Actuellement, c'est le secteur privé qui a le vent en poupe..., ce pays a choisi de suivre le développement économique et la croissance inclusive au niveau du secteur privé, c'est pourquoi nous faisons appel au CIDC.»



HONORABLE SIR FARIMANG SAHO

Président de l'Association des Manufacturiers Gambiens (AMG)

Ils ont dit...

“Je salue ce forum considéré comme historique ! Notre pays n’a jamais accueilli un forum d’investissement d’une telle ampleur. Cela arrive à point nommé. Notre secteur en a cruellement besoin pour exposer nos opportunités et accueillir tous les différents investisseurs dans notre pays. Le niveau d’investissement est multiple. Différents secteurs ont besoin d’investissements, mais ce que nous essayons de promouvoir ici, c’est le secteur manufacturier, le secteur agricole et toutes les PME, c’est-à-dire toutes les moyennes entreprises. Décidément, le niveau des investissements est énorme dans le tourisme, dans la finance... Le terrain est vaste et vierge. La Gambie offre l’opportunité d’un terrain quasi nu où les politiques sont attrayantes pour les investisseurs. La Gambie devrait profiter de cette opportunité, qui est unique dans sa vie, pour impliquer un grand nombre de personnes qui sont ici pour montrer notre hospitalité, que notre pays est un pays de rêve, jeune et dynamique... 50% de la population est jeune et plus de 50% sont des femmes. Tous ces gens sont dynamiques et acteurs pour être le moteur de la croissance pour la Gambie et aussi pour la sous-région. J’invite tous les investisseurs à saisir l’opportunité d’investir en Gambie. Notre gouvernement a la volonté politique de le soutenir.”

En tant qu’association de manufacturiers, nous resterons fermes pour garantir que les investissements soient protégés. Et s’ils investissent ici, nous veillerons à ce que les politiques et les investissements qu’ils effectuent ici soient protégés et accompagnés dans leur mise en place.”

«J’invite tous les investisseurs à saisir l’opportunité d’investir en Gambie. Notre gouvernement a la volonté politique de le soutenir. En tant qu’association de fabricants, nous resterons fermes pour garantir que les investissements sont protégés.»



MUHAMMED JAH

PDG du Groupe Q Gambie

Ils ont dit...

“On voit depuis l’aéroport que le pays est très vierge. Il existe de nombreuses opportunités d’investissement. Ce qu’il y a de formidable avec la Gambie, c’est que nous avons l’État de droit, la démocratie, etc. C’est un pays en paix. C’est ce dont les entreprises ont besoin pour prospérer. Et bien sûr, nous sommes dans la sous-région de la CEDEAO, avec plus de 300 millions de consommateurs. À cela s’ajoutent les accords de libre-échange de la CEDEAO et de l’Union africaine... Je pense que la Gambie est une grande opportunité pour quiconque d’investir. J’ai déjà remarqué que beaucoup de jeunes étaient très enthousiastes à propos du forum et qu’il y avait beaucoup de réseautage en cours... Nous sommes en affaires depuis plus de 30 ans et avons participé à de nombreux forums comme celui-ci partout dans le monde. Donc je pense que c’est surtout une opportunité pour les entreprises jeunes et émergentes de réseauter et d’exploiter les opportunités. Je crois qu’il y aura beaucoup de transactions lors de cet événement.”

Nous pensons que rencontrer de nombreux investisseurs ici nous permettra d’échanger des idées et d’exploiter les opportunités. Nous ne sommes pas seulement des participants, nous sommes également l’un des sponsors. Ma société de télécommunications, Q Cell, et ma banque, Ajib Bank, la seule banque islamique en Gambie, sont les sponsors de cet événement.”

«Je pense que la Gambie est une grande opportunité pour quiconque d’investir. J’ai déjà remarqué que beaucoup de jeunes étaient très enthousiastes à propos du forum et qu’il y avait beaucoup de réseautage en cours...»



MOMAR TAAL

PDG Ecosoil

Ils ont dit...

«Nous sommes très heureux d'avoir ce forum en Gambie, accueillant des participants du monde entier qui sont venus ici pour voir quelles opportunités nous avons à offrir au monde, notamment dans la sous-région. Nous sommes un petit pays, ce n'est pas tous les jours qu'autant d'investisseurs se penchent sur les opportunités qu'offre la Gambie. Nous souhaitons donc la bienvenue à tous les invités et investisseurs pour en savoir plus sur les affaires en Gambie et les différentes opportunités. Nous sommes optimistes que ce forum va créer de nouvelles opportunités d'investissement de la part de personnes de tout le continent.»

C'est aussi l'occasion d'ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises gambiennes qui recherchent des exportations dans la sous-région. Nous avons beaucoup de potentiel. Nous sommes un pays qui produit beaucoup de choses, et nous pensons qu'il suffit de les partager avec les États membres et les différents participants. Nous espérons qu'à terme cette visibilité créera des opportunités d'affaires ainsi que des opportunités d'investissement pour tous.»

«Nous sommes un petit pays, ce n'est pas tous les jours qu'autant d'investisseurs se penchent sur les opportunités qu'offre la Gambie. Nous souhaitons donc la bienvenue à tous les invités et investisseurs pour en savoir plus sur les affaires en Gambie et les différentes opportunités.»



MME SALOUA KARKRI BELKZIZ

Vice-Présidente Asmex, en charge de la Commission Afrique

Ils ont dit...

«Nous sommes ravis et honorés d'avoir été invités par le CIDC, en tant qu'Asmex (Association marocaine des exportateurs) que je représente à ce forum en tant que Vice-Présidente en charge de la Commission Afrique. C'est un pays que nous ne connaissons pas, que nous allons découvrir... Dès l'accueil à l'aéroport, nous avons été agréablement surpris. Nous avons apprécié la proximité et l'accessibilité des ministres et membres du gouvernement présents pour échanger avec eux et saisir les différentes opportunités d'affaires qui se présentent. Nous sommes une délégation de plus de 20 personnes venant du Maroc, de différents secteurs, à savoir l'agroalimentaire, la santé, le digital, la pêche...»

Déjà, plusieurs accords ont été signés ce matin, en présence du Vice-Président du pays. Cela montre l'intérêt à haut niveau des échanges. Il ne faut pas perdre de vue que la Gambie tout comme le Maroc sont deux pays signataires de la ZLECAf, entrée en vigueur en janvier 2023 et qui offre des opportunités à nos industries et entreprises sur un marché de près de 3 milliards de consommateurs. Une autre chose qui m'a interpellée aussi a trait au capital humain ayant un niveau de formation élevé dans ce pays anglophone, bien qu'enclavé au sein du Sénégal. Avec un minimum d'encadrement, nous pouvons réussir des projets ici !»

«Nous sommes une délégation de plus de 20 personnes venant du Maroc, de différents secteurs, à savoir l'agroalimentaire, la santé, le digital, la pêche... Déjà, plusieurs accords ont été signés ce matin, en présence du Vice-Président du pays. Cela montre l'intérêt à haut niveau des échanges.»



PAPA MADY COULIBALY

DGA AFI-I'UE

Ils ont dit...

«La Gambie offre énormément d'opportunités. Pour nous, qui évoluons dans le secteur de l'éducation, plus précisément dans l'enseignement supérieur privé, ne serait-ce que pour l'anglais, nos étudiants pourront faire des immersions en Gambie. Mais aussi nous cherchons des partenariats avec des universités et Business Schools pour faciliter cette mobilité tant recherchée au niveau de nos écoles.»

Aujourd'hui, la Gambie, qui ne doit pas être en reste face à la dynamique sous-régionale, a une nouvelle vision. Tout ce que nous avons entendu ce matin nous a rassurés par rapport à cette ambition. Nous avons deux belles rencontres avec University of Gambia et MDI. Ce sont des écoles que nous connaissons depuis longtemps, parce que nous venions depuis 10 ans en Gambie avec nos étudiants en immersion, en voyages d'études. C'est le moment de formaliser cette expérience que le forum nous permet de concrétiser.»

«Aujourd'hui, la Gambie, qui ne doit pas être en reste face à la dynamique sous-régionale, a une nouvelle vision. Tout ce que nous avons entendu ce matin nous a rassurés par rapport à cette ambition. Nous avons deux belles rencontres avec University of Gambia et MDI.»



DAVID COSTA

Responsable de la région Afrique, VHM'S

Ils ont dit...

«Ce forum permet à tous les participants de connaître quelles sont les conditions de ce beau pays, la Gambie, et quelle est la responsabilité, en termes d'investissements. Nous voulons jouer un rôle autour de ce que nous collecterons sur ce forum, très important, pour faire passer le mot auprès de nos clients internationaux, qui auraient des opportunités ici. Nous ferons de notre mieux pour être le lien, le pont pour attirer davantage d'investissements dans le pays. Comme le disait notre président, permettez-moi, nous pouvons aider ceux qui souhaitent recevoir des investissements à sortir de la page blanche. Alors, concrétiser les produits les plus importants de chaque pays... C'est comme en football, nous gagnons certains matches, nous perdons d'autres, mais nous jouerons le match... Nous voulons faire connaître les belles opportunités que nous avons perçues et nous voulons participer au développement de chaque secteur important en Gambie.»

Nous avons un protocole d'accord standard que nous pouvons établir avec les niveaux ministériels, avec le niveau gouvernemental. Nous avons une certaine flexibilité autour du protocole d'accord et pouvons le mettre à la table. Nous sommes ouverts à cette connexion très importante du protocole d'accord que nous pouvons proposer au gouvernement.»

«Nous voulons faire connaître les belles opportunités que nous avons perçues et nous voulons participer au développement de chaque secteur important en Gambie.»



SULAYMAN CHAM

PDG NIRO

Ils ont dit...

«NIRO a été fondée en 2015. Au début, une mauvaise expérience m'a poussé à créer mon propre restaurant. De fil en aiguille, nous avons démarré avec un restaurant en ville, puis avons investi d'autres zones où existait une réelle demande, notamment à l'aéroport. En 2020, nous avons décidé de créer une structure de catering à l'aéroport.»

Niro Handling Company Ltd est constituée en tant que fournisseur de services d'assistance au sol pour l'aviation. Nous employons plus de 200 personnes.

Relativement à l'organisation d'un tel forum, nous pensons que cela doit être fait régulièrement. Rassembler les investisseurs est très important et beaucoup de choses pourraient être faites. Nous nous réjouissons qu'il y ait beaucoup de réseautage, de contacts partagés lors de la réunion, où de nombreuses interactions pourraient déboucher sur des affaires concrètes. Nous espérons en récolter les fruits le plus rapidement possible.»

«Un tel forum doit être organisé régulièrement. Rassembler les investisseurs est très important et beaucoup de choses pourraient être faites. Nous nous réjouissons qu'il y ait beaucoup de réseautage, de contacts partagés lors de la réunion, où de nombreuses interactions pourraient déboucher sur des affaires concrètes.»



ALY GUINDO

Directeur des Opérations du Fonds de Solidarité Africain (FSA)

Ils ont dit...

«Ce genre de forums est une énorme opportunité pour les États qui le reçoivent. Ils permettent de faire connaître le pays davantage ainsi que tous ses potentiels. Le FSA est présent, pour la simple et bonne raison que la Gambie vient d'adhérer au FSA. En sa qualité d'État membre, il est en droit de bénéficier de tout ce que nous avons comme produits potentiels pour faciliter le financement des entreprises nationales. Ayant comme produit phare la garantie financière, nous utilisons ce produit pour partager le risque avec les bailleurs, tels que les banques locales et internationales, mais aussi les entreprises nationales pour conforter ces bailleurs à assurer leurs financements. C'est donc normal que le FSA soit présent lorsqu'une telle opportunité se présente.

J'ai particulièrement apprécié la maxime du Ministre du Commerce "Gambie, terre des opportunités", dans la mesure où ce pays présente beaucoup d'opportunités dans le transport, l'agriculture, l'import-export, l'industrialisation... La Gambie peut être considérée comme une porte d'entrée de l'Afrique de l'Ouest pour les pays enclavés. Lorsqu'on considère le Mali, les deux Guinée, le positionnement de la Gambie est assez favorable pour que des entreprises nationales puissent se développer et pourquoi pas aboutir à la création de nouveaux champions.»

«Ayant comme produit phare la garantie financière, nous utilisons ce produit pour partager le risque avec les bailleurs, tels que les banques locales et internationales, mais aussi les entreprises nationales pour conforter ces bailleurs à assurer leurs financements.»



IBRAHIMA DIONE

DG Serex et SG MEPE

Ils ont dit...

«Je suis présent en tant que Directeur général de Serex, entreprise de génie électrique au Sénégal, et Secrétaire général de MEPE (Mouvement des Entreprises Professionnelles de l'Énergie au Sénégal et ailleurs) pour répondre à l'invitation du GIEPA de tout ce qui a trait à l'investissement dans le cadre des ICDT Invest Days Banjul, en marge du Sommet de l'OCI...»

Le Sénégal et la Gambie, c'est un même peuple sur deux pays. Ici, nous sommes prêts à partager notre expérience et notre réseau ainsi que notre capital-partenariat pour l'émergence de la Gambie. Ce dynamisme dans les relations entre les deux pays est effectif. Il est manifesté par leurs politiques respectives ainsi que par les Exécutifs et les organisations patronales.

Quant à la politique marocaine envers les pays africains au sud du Sahara, une certaine tendance se dessine depuis un certain temps. Le constat est que c'est positif et bénéfique dans les deux sens. Cet élan doit se matérialiser dans des projets win-win, où Marocains, Gambiens et Sénégalais gagnent, à titre d'exemple, ou plus généralement les pays de la CEDEAO. Nous saluons la présence de plusieurs entreprises marocaines qui s'activent dans divers secteurs pour accompagner les porteurs de projets et les entreprises partenaires.

Au sortir de ce sommet, il serait utile de poursuivre cette dynamique. Il nous a permis d'initier des partenariats tripartites entre entreprises sénégalaises, gambiennes et venant d'ailleurs, singulièrement les organisations marocaines ou de pays du Golfe.»

«Le Sénégal et la Gambie, c'est un même peuple sur deux pays. Ici, nous sommes prêts à partager notre expérience et notre réseau ainsi que notre capital-partenariat pour l'émergence de la Gambie. Ce dynamisme dans les relations entre les deux pays est effectif.»



MOMODOU HYDARA

Directeur de la compagnie pétrolière Jah

Ils ont dit...

«Nous saluons l'organisation de ce forum en terre gambienne, car il nous aide à présenter nos opportunités en tant qu'entreprise et à pouvoir montrer ce que nous avons, les potentiels qui sont cachés, mais aussi comment nous ouvrir pour élargir nos compétences. C'est une bonne opportunité. Nous serons en mesure de réseauter et de voir quels autres domaines exploiter pour améliorer nos entreprises respectives. Dans ce sens, c'est une très bonne initiative qui permet aux entreprises gambiennes de s'ouvrir et de réaliser davantage de potentiels, ce qu'elles n'auraient pas fait facilement ou simplement en restant sur place. L'interaction est très bonne. Nous avons commencé à travailler en réseau avec d'autres entreprises venues d'autres pays.»

Aujourd'hui, j'en ai rencontré 3 ou 4, certaines dans le pétrole, d'autres dans l'alimentaire. En tant que Jah Oil, nous commercialisons à la fois des produits pétroliers et d'autres matières premières comme dans l'alimentation, les matériaux de construction ou l'agriculture. Dans ces domaines, nous sommes investis pour découvrir des marchés potentiels, des investisseurs potentiels avec lesquels nous pouvons partager des idées et des expertises et avoir une compréhension commune de la manière dont nous développerons notre activité ensemble ici.»

«L'interaction est très bonne. Nous avons commencé à travailler en réseau avec d'autres entreprises venues d'autres pays. Aujourd'hui, j'en ai rencontré 3 ou 4, certaines dans le pétrole, d'autres dans l'alimentaire.»



POINT DE VUE

INTERVIEW

M. LUCIEN LEUWENKROON

PDG TOPCLASS.ma Lavazza Maroc

AVEC UNE FORTE CONSOMMATION DE CAFÉ DANS LES PAYS MUSULMANS, NOTAMMENT CEUX DU MOYEN-ORIENT ET D'AFRIQUE DU NORD, QUI FIGURENT PARMI LES PLUS GRANDS CONSOMMATEURS AU MONDE, LA RÉDACTION PARTAGE LE POINT DE VUE DE M. LUCIEN LEUWENKROON, PDG TOPCLASS.MA LAVAZZA MAROC. AU-DELÀ DE SA CONSOMMATION INDIVIDUELLE, LE CAFÉ JOUE UN RÔLE CRUCIAL DANS LES INTERACTIONS SOCIALES ET APPARAÎT COMME UN SIGNE D'HOSPITALITÉ ET DE RESPECT DANS LA CULTURE MUSULMANE. AVEC 995,5 MILLIONS DE DOLLARS, L'ARABIE SAOUDITE SE CLASSE COMME LE PLUS GRAND IMPORTATEUR DE CAFÉ DE LA RÉGION MENA QUI COMPTE DES PAYS PRODUCTEURS TELS QUE LE YÉMEN ET L'ÉTHIOPIE. CE PROFESSIONNEL DU CAFÉ INSTALLÉ AU MAROC DEPUIS DES DÉCENNIES RELATE POUR NOS LECTEURS LE RÔLE CRUCIAL DE L'INDUSTRIE DU CAFÉ DANS L'ÉCONOMIE DES PAYS, GÉNÉRANT DES REVENUS ET DES EMPLOIS.

Propos recueillis par D. MBaye

TIJARIS : La consommation de café dans les pays musulmans est profondément ancrée dans leur culture et leurs habitudes de vie. Ce n'est pas seulement une boisson, mais aussi un symbole d'hospitalité, de convivialité et d'échange. Trouve-t-on là les raisons qui expliquent votre implantation au Maroc, auxquelles s'ajoute un marché « Entreprises » important ?

M. Lucien Leuwenkroon : En effet, cette année, nous fêtons les 30 ans de Topclass au Maroc qui est venu pour changer les habitudes de consommation d'abord avec une nouveauté à l'époque avec la capsule de café Lavazza dans une exception culturelle du Royaume, l'un des rares pays musulmans ayant une tradition d'accueil avec son merveilleux thé à la menthe.

Vous êtes domicilié dans un pays qui n'est pas producteur. Cet état de fait ne constitue-t-il pas un handicap ?

La richesse et le secret d'un bon café sont son mélange. Donc, ses origines sont souvent multiples.

La région MENA compte d'importants pays producteurs de café, tels que le Yémen et



Le café est un grand générateur d'emplois pour l'avenir. C'est pour cela qu'en 2012, nous avons créé le premier Training Center Lavazza d'Afrique à Casablanca qui forme plus de 500 baristas à titre gracieux pour améliorer leurs conditions de travail et surtout mieux accompagner les investisseurs dans le domaine de l'Horeca.

l'Éthiopie. Vos importations de café proviennent-elles de cette région où la production de café joue un rôle crucial? Si non, l'envisagez-vous dans l'avenir?

Ce mois-ci, nous lançons un produit d'exception mono-origine d'Éthiopie qui s'appelle Kafa, un produit exceptionnel et très sélectif, vu sa rareté.

Je vous invite dans nos points de vente Topclass Tendances pour le découvrir avec une dégustation en capsule ou en grains.

Comment jugez-vous la consommation de café et dérivés au Maroc et dans les pays à économie analogue, sachant qu'un pays tel que le Liban par exemple se distingue en se positionnant à la 5e place mondiale avec une consommation de 5,8 kg par habitant par an?

Un gros challenge! Il y a 30 ans, la consommation de café et dérivés était de moins de 300 grammes par habitant au Maroc. Aujourd'hui, elle est presque à 1 kg. Je suis très enthousiaste qu'en 2024 nous allons dépasser le 1 kg avec la prolifération des petits food trucks à travers le Royaume. Je puis vous affirmer que ces petits espaces constituent un nouveau havre de rencontres, en petits comités, à des prix accessibles et raisonnables!

Compte tenu de votre expérience de plusieurs décennies, partagez-vous l'idée que le café

joue un rôle important dans l'économie en termes de production, de commerce et de création d'emplois?

Le café est un grand générateur d'emplois pour l'avenir. C'est pour cela qu'en 2012, nous avons créé le premier Training Center Lavazza d'Afrique à Casablanca qui forme plus de 500 baristas, à titre gracieux pour améliorer leurs conditions de travail et surtout mieux accompagner les investisseurs dans le domaine de l'Horeca (Ndlr : Hôtel, Restaurant, Café, etc.) autrement dénommé CHR ou métiers de la bouche.

Quel regard portez-vous sur la trop importante prolifération des «cafés» ou «maisons de café», lieux de rencontres et d'échanges, dans les grandes agglomérations marocaines, au point d'essouffler le secteur, avec des fermetures constatées?

À mon avis, le mot «trop» est souvent employé chez les plus jeunes à la place de très et, donc, utilisé d'une manière positive. Exemple «il est trop mignon», au lieu de «il est très mignon...».

Pour moi, plus il y a de la «concurrence», plus cela nous oblige à être plus inventifs, créatifs, à jouer sur l'accueil, l'image, la qualité, etc. Donc, il n'y en aura jamais trop de «cafés» ou de «maisons de café»! ■

M. Lucien Leuwenkroon, aujourd'hui CEO Topclass.ma, a été Président de la CCBLM (Chambre de commerce belgo-luxembourgeoise) en 1998, puis Vice-Président de la Fédération Services & Commerce de la CGEM (Confédération générale des entreprises du Maroc) en 2004 et, entre autres titres, il a été élu Président de Eurocham en 2008. Avant la création de Topclass Espresso en 1994, il a dirigé Cosmax en 1987, Soraya & Co en 1990, Sofira en 1992, Vendor en 2002, ou des filiales, telles que Topclass Tendances en 2005, SSRL en 2012, Topclass DA en 2014...



M. LUCIEN LEUWENKROON, CEO TOPCLASS LAVAZZA, À GAUCHE.



M. LUCIEN LEUWENKROON, CEO TOPCLASS LAVAZZA, ET FAMILLE MAROC.



TEAM TOPCLASS LAVAZZA MAROC.



ARRÊT SUR IMAGE

ICDT INVEST DAYS BANJUL, les 2 et 3 mai 2024, furent ponctués de sessions plénières d'ateliers, de visites in situ, de Talk Meet Up, avec du Réseautage tous azimuts et des contrats et MoU signés... un essor de la coopération et des échanges économiques entre investisseurs, partenaires, autorités gambiennes... en B2B et/ou en B2G.



Atelier de formation virtuelle sur le développement de l'écotourisme durable

LE CIDC ET LE SESRIC ONT ORGANISÉ, LE 28 MAI 2024, UN ATELIER DE FORMATION VIRTUELLE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOTOURISME DURABLE DANS LES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST, MEMBRES DE L'OCI, EN PARTENARIAT AVEC L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (OMT) ET LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE).



REPRÉSENTANT CIDC, INTERVENANT À L'ATELIER DE FORMATION VIRTUELLE.

Le développement de l'écotourisme durable dans les pays d'Afrique de l'Ouest, membres de l'OCI, représente une opportunité majeure pour la valorisation des richesses naturelles et culturelles de la région, la création d'emplois et la génération de revenus pour les communautés locales, tout en contribuant à la préservation de l'environnement et à la promotion d'un tourisme responsable. L'atelier virtuel sur le développement de l'écotourisme durable dans les pays membres de l'OCI en Afrique de l'Ouest, organisé par le Centre

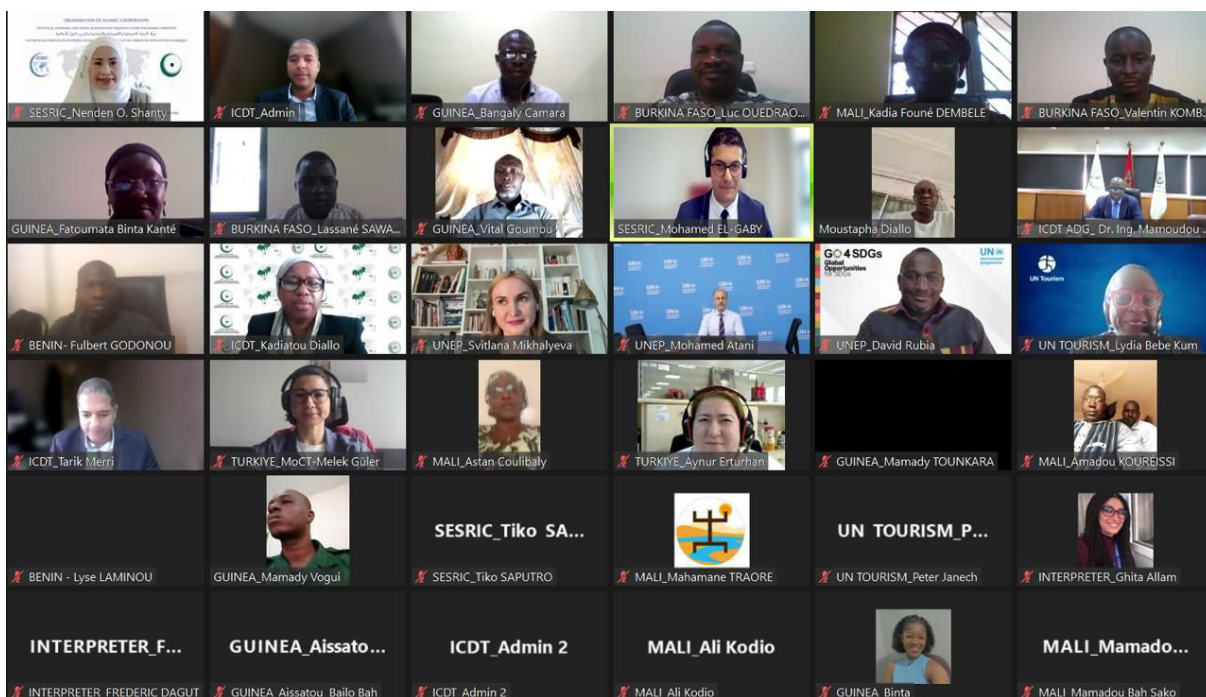
islamique pour le développement du commerce (CIDC) et le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SES-ERIC), le 28 mai 2024, a permis de dresser un état des lieux du secteur et d'identifier les principaux défis et opportunités pour sa promotion. En effet, la formation virtuelle visait à promouvoir l'écotourisme dans la région de l'Afrique de l'Ouest et a rassemblé des représentants du Bénin, du Burkina Faso, de la Gambie, de la Guinée, du Mali et de la Sierra Leone, membres du «Projet régio-

nal de développement du tourisme durable dans un réseau de parcs et aires protégés transfrontaliers en Afrique de l'Ouest». Des délégués du ministère de l'Agriculture et des forêts de la République de Turquie et du DISTED Malaisie ont également participé à cet événement pour partager leurs meilleures pratiques en matière d'écotourisme.

Une feuille de route

Les recommandations issues de cet atelier constituent une feuille de route précieuse pour les gouvernements, les organisations internationales et les acteurs locaux engagés dans le développement de l'écotourisme durable dans la région.

Il est vrai que le développement de l'écotourisme durable dans ces pays repose sur plusieurs axes majeurs, qui s'articulent autour de la préservation des richesses naturelles et culturelles, la valorisation des communautés locales et la promotion d'un tourisme responsable. Ainsi, les participants ont échangé sur la valorisation des ressources naturelles et culturelles, l'implication des communautés locales et le développement inclusif, la promo-



UNE VUE DU ZOOM DE L'ATELIER DE FORMATION.

tion d'un tourisme responsable et durable, ou encore le renforcement de la coopération et des partenariats.

Dans le détail, ils ont défendu la conservation et la mise en valeur des parcs nationaux, des réserves naturelles et autres zones protégées riches en biodiversité, en s'assurant d'une gestion durable et d'une implication des communautés locales. Parce qu'un tourisme durable qui se respecte prend en compte le patrimoine culturel et historique, l'atelier de formation virtuelle en a fait sa promotion en mettant en lumière les sites et monuments historiques, les traditions et savoir-faire culturels locaux, encourageant l'artisanat et les produits du terroir. Le développement des activités écotouristiques diversifiées, via la proposition d'activités en lien avec la nature et la culture, telles que la randonnée, l'observation de la faune et de la flore, les visites guidées de sites culturels, les ateliers de découverte des savoir-faire locaux, a été suggéré. Afin que de telles activités puissent réussir, la nécessaire implication des commu-

nautés locales et le développement inclusif ont été évoqués. Une telle implication passe par le renforcement des capacités des communautés locales à qui des formations et des appuis techniques peuvent être apportés pour une participation active au développement et à la gestion des activités écotouristiques.

Promotion d'un tourisme responsable et durable

L'écoresponsabilité va de pair avec un tourisme durable. Ainsi, pendant cette séance de travail sur le développement de l'écotourisme durable dans les pays membres de l'OCI en Afrique de l'Ouest, encourager l'adoption de pratiques écoresponsables dans les hébergements, les restaurants et les activités touristiques, en minimisant l'impact environnemental du tourisme est revenu tel un leitmotiv dans les débats.

Le fait d'informer et sensibiliser les touristes aux enjeux environnementaux et culturels de l'écotourisme, en les encourageant à adopter des comportements responsables, ou encore la promo-

tion d'un tourisme solidaire et équitable n'ont pas été en reste. Pour relever de tels défis, les participants ont plaidé pour le développement d'un tourisme solidaire et équitable qui profite aux communautés locales et contribue à la préservation de l'environnement.

Quant aux moyens, l'atelier de formation virtuelle a défendu un renforcement de la coopération et des partenariats soutenus par la collaboration entre les pays d'Afrique de l'Ouest, membres de l'OCI, mais aussi entre institutions gouvernementales, organisations non gouvernementales, entreprises du secteur privé et communautés locales pour la mise en œuvre de projets d'écotourisme durable et le développement de cette activité dans les pays membres de l'OCI en Afrique de l'Ouest. Lors de cet atelier, riche en tous points de vue, la mobilisation de ressources financières adéquates pour soutenir le développement de l'écotourisme durable dans la région n'a pas non plus été occultée. ■



PHOTO-SOUVENIR DE L'AZERBAÏDJAN BYYOUTHFORAYOUTH INTERNATIONAL FORUM.

Azerbaïdjan ByYouthforYouth International Forum à Susha et Baku

AU FORUM INTERNATIONAL BYYOUTHFORAYOUTH, ORGANISÉ PAR ISESCO (ORGANISATION DU MONDE ISLAMIQUE POUR L'ÉDUCATION, LES SCIENCES ET LA CULTURE), EN COLLABORATION AVEC LE CIDC, À SUSHA ET BAKOU EN AZERBAÏDJAN, DU 25 AU 27 JUIN 2024, LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA JEUNESSE DANS MONDE ISLAMIQUE A ÉTÉ MAGNIFIÉ.

L'autonomisation des jeunes, le renforcement de leurs compétences ainsi que leur accès aux programmes d'investissement figurent parmi les priorités de l'OCI. Ce fut le cas, lors du Forum international ByYouthforYouth, organisé à Susha et Bakou en Azerbaïdjan, du 25 au 27 juin 2024, par ISESCO (Organisation du Monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture), en collaboration avec le CIDC. À cette occasion, le DG d'ISESCO, Dr Salim M. Al Malik, et S.E. le Ministre de la Jeunesse et des Sports de l'Azerbaïdjan, M. Farid Gaïbov, ont prononcé des discours axés sur le rôle du développement socio-économique de la jeunesse dans le Monde islamique.

Le DG de l'ISESCO a notamment remercié le chef de l'État azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, la 1re Vice-Présidente, Mehriban Aliyeva, et le Ministre de la Jeunesse et des Sports, pour leur soutien à l'organisation d'un tel forum.

Dans le même sillage, le Représentant du CIDC a fait une présentation consacrée à l'autonomisation des jeunes dans la promotion du commerce et des investissements, au renforcement des capacités et aux programmes d'investissement dans l'alimentation et la santé. À Susha, pendant ce forum international qui a compté plus de 200 participants, venant de 50 pays, CIDC a parrainé le Youth Innovation Lab et l'Entrepreneuriat Praize ByYouthforYouth International Forum. À la proclamation des résultats, le 26 juin 2024 à Bakou, le 1er Prix a été remporté par le Mali, le 2e par l'Azerbaïdjan, le 3e par le Maroc, le 4e par le Togo et le 5e par Oman.

Précisons que la distribution des distinctions s'était faite en présence de Mme Fatma Samoura du Sénégal, ex-Secrétaire générale de la FIFA. ■



UNE VUE DES SESSIONS D'INTERVENANTS AU BYYOUTHFORAYOUTH INTERNATIONAL FORUM.



REMISE DE PRIX À LA REPRÉSENTANTE D'UN PAYS DÉSIGNÉ VAINQUEUR.



REMISE DE PRIX À LA REPRÉSENTANTE DU TOGO.



PHOTO-SOUVENIR DES REPRÉSENTANTES DES 5 PAYS VAINQUEURS.



PHOTO-SOUVENIR DES REPRÉSENTANTES DES 5 PAYS VAINQUEURS.

Forte croissance des fonds islamiques

LE SECTEUR ENREGISTRE UNE TRÈS FORTE CROISSANCE DE 34% POUR ATTEINDRE 1 903 FONDS. LES ESTIMATIONS PRÉVOIENT QUE LE VOLUME D'ACTIFS SOUS GESTION POURRAIT ATTEINDRE 3 700 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS, D'ICI FIN 2024.

Le secteur des fonds islamiques offre un potentiel de croissance important pour les investisseurs. Avec ses principes éthiques, sa résilience et sa large gamme de produits, la finance islamique est bien positionnée pour répondre aux besoins financiers d'une population musulmane croissante et d'un nombre croissant d'investisseurs non musulmans. Le secteur des fonds islamiques devrait continuer à croître dans les années à venir, stimulé par un certain nombre de facteurs de croissance. Les estimations prévoient que le volume d'actifs sous gestion pourrait atteindre 3 700 milliards de dollars américains à fin 2024.

Ces dernières années, le secteur des fonds islamiques connaît une croissance fulgurante, avec un volume d'actifs sous gestion qui a atteint des niveaux record en 2023. Les estimations de l'Islamic Finance Development Platform (IFDP) indiquent que les actifs sous gestion des fonds islamiques ont bondi de 31,9% en 2020 pour atteindre 3 400 milliards de dollars américains. En dépit de la pandémie de Covid-19 et la chute des prix mondiaux du pétrole en 2020, cette croissance a marqué une progression, certes plus lente par rapport aux 12,4% enregistrés en 2019.

Sur le long terme, la tendance reste positive et les fonds islamiques ont

connu une croissance annuelle moyenne d'environ 15%, au cours des dix dernières années. Plusieurs facteurs contribuent à l'expansion rapide du secteur des fonds islamiques. Parmi ceux-ci, une population musulmane croissante. Doit-on rappeler que l'Islam est la religion la plus rapide au monde, avec une population estimée à 1,9 milliard de personnes en 2021. Cette croissance démographique stimule la demande de produits financiers conformes à la charia. Un autre facteur qui a induit cette forte progression a trait à l'intérêt croissant des investisseurs non musulmans pour une finance islamique qui draine de plus en plus d'investisseurs non musulmans, attirés par ses principes éthiques et sa résilience face aux crises financières. Par ailleurs, de nouveaux marchés émergent pour la finance islamique, notamment en Afrique, en Europe et en Asie du Sud-Est. Cela ouvre de nouvelles opportunités de croissance pour le secteur. En outre, de nombreux gouvernements mettent en place des initiatives pour soutenir la croissance de la finance islamique, en reconnaissant son potentiel de contribution au développement économique.

Des produits populaires

Les fonds islamiques proposent une large gamme de produits, dont les plus populaires incluent les Sukuks, les fonds d'actions isla-



miques et les fonds immobiliers islamiques. Les Sukuks sont des obligations islamiques conformes à la charia qui génèrent des revenus par le biais d'actifs sous-jacents halal. On en compte plusieurs types, notamment les Sukuks Mourabaha, Sukuks Salam, Sukuks Istisnaa, Sukuks Moucharaka...

Relativement aux fonds d'actions islamiques, ils investissent dans des sociétés cotées en Bourse qui respectent les principes de la charia, tandis que les fonds immobiliers islamiques investissent dans des biens immobiliers conformes à la charia.

C'est une bonne partie de ce qui est dénommé finance participative et qui couvre d'autres secteurs, tels que la banque et l'assurance Takaful. ■

Gambie Banjul abrite le 15^{ème} Sommet islamique

LA 15^{ème} CONFÉRENCE AU SOMMET DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI), OU SOMMET ISLAMIQUE, S'EST TENUE LES 4 ET 5 MAI 2024 À BANJUL, EN GAMBIE. CETTE RÉUNION INTERNATIONALE AU PLUS HAUT NIVEAU DES 57 PAYS MEMBRES DE L'OCI EST UNE IMPORTANTE PLATEFORME POUR LES PAYS MUSULMANS, AFIN DE DISCUTER DES QUESTIONS D'INTÉRÊT COMMUN, DE PROMOUVOIR LA COOPÉRATION ET PRENDRE DES DÉCISIONS COLLECTIVES..

La 15^{ème} Session de la Conférence au Sommet de l'OCI a eu lieu du 4 au 5 mai 2024 à Banjul, en Gambie. Le thème a porté sur le «Renforcement de l'unité et de la solidarité par le dialogue pour le développement durable entre les 57 États membres».

Au menu des échanges, outre la question palestinienne et les crises en cours dans les pays musulmans, comme la Somalie, le Soudan, la Syrie, le Yémen, le Mali, la Libye..., les chefs d'État et de gouvernement ont planché sur la lutte contre l'islamophobie et la discrimination, la promotion du développement économique et social dans les pays musulmans et le renforcement de la coopération scientifique et technologique. Au cours de ce riche programme, comprenant des plénières et des entretiens en tête à tête entre

chefs d'État et de gouvernement, S.E. M. Brahim Hussein Taha, Secrétaire général de l'OCI, et S.E. M. Adama Barrow, Président de la République de Gambie ont souligné dans leurs discours l'importance pour les États membres de l'OCI de coopérer ensemble pour le développement politique, social, économique, et la lutte contre les crises dans la zone de l'OCI.

Un esprit de solidarité et de fraternité

Banjul 2024 a réuni un nombre important de chefs d'État, notamment celui du Sénégal, S.E. M. Bassirou Diomaye Diakhar Faye, voisin immédiat du pays hôte. Ce dernier a assuré ses pairs de l'ancrage continu de son pays au sein de l'OCI, dans un esprit de solidarité et de fraternité islamiques, exprimant sa ferme volonté d'œuvrer avec toutes

et tous à l'atteinte des objectifs communs. Les rois, présidents ou chefs de gouvernement absents ou empêchés ont dépêché leurs Représentants. Dans un discours du Roi Mohammed VI, Président du Comité Al Qods, lu par S.E. M. Ahmed Taoufiq; Ministre des Habous et des Affaires Islamique, le Souverain est revenu sur le fait que l'OCI, qui a vu le jour il y a 55 ans dans son pays, à la suite de l'acte d'incendie de la Mosquée Al-Aqsa, qui occupe une place de choix dans le cœur des musulmans à travers le monde, doit se mobiliser pour défendre les causes justes de la nation islamique, et en premier lieu la cause palestinienne, et que l'OCI doit jouer un rôle de premier plan dans la promotion du dialogue interreligieux et interculturel. On retient aussi dans son propos : «Nous devons promouvoir le développement


 PHOTO-SOUVENIR DU 15^e SOMMET ISLAMIQUE OCI À BANJUL, EN GAMBIE.

humain et le bien-être des peuples musulmans.»

Adoptée à l'issue du Sommet, la Déclaration de Banjul, en 34 points (voir article suivant), réaffirme entre autres recommandations les engagements de l'OCI en matière de paix, de sécurité, de développement durable, de droits humains et de coopération Sud-Sud. La Déclaration a insisté sur une résolution relative à la Palestine et Al-Qods Acharif, qui se rapporte au soutien de l'OCI à la cause palestinienne et qui soutient la création d'un État palestinien indépendant et souverain. De vibrants appels ont été lancés pour l'unité du peuple palestinien, sous la bannière de l'OLP, pour un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel et à la cessation des agressions contre le peuple palestinien à Gaza, à la protection des droits des communautés musulmanes et des minorités dans les États non membres de l'OCI. L'OCI a aussi exhorté les États membres et autres pays à prendre toutes les mesures pour lutter contre l'intolérance religieuse, singulièrement l'islamophobie, les stéréotypes négatifs, la haine, l'incitation à la violence et à la violence contre des personnes en

raison de leur religion ou de leurs convictions. À Banjul, les États membres de l'OCI ont condamné, dans les termes les plus fermes, les incidents consistant à incendier des parties ou copies du Saint Coran dans plusieurs pays européens et appelé à nouveau les pays concernés et la communauté internationale à prendre les mesures radicales pour empêcher la répétition de tels actes et pour contrer la montée alarmante de l'islamophobie. Si l'ONU est sollicitée pour l'adoption d'une résolution désignant la date du 15 mars «Journée internationale de lutte contre l'islamophobie», un projet de résolution vise à instaurer la date du 11 juillet comme «Journée internationale de réflexion et de commémoration du génocide de Srebrenica», en référence au massacre de 1995.

Pour un monde musulman prospère

Le développement économique n'a pas été en reste. La lutte contre le stress hydrique, l'importance de la mise en œuvre du «Programme d'action OCI-2025» pour atteindre les objectifs dans les domaines politique, économique, so-

cial et culturel ou la préparation du Programme d'action sur la période 2026-2035 ont été discutées.

Avant de rendre hommage au Royaume d'Arabie saoudite, sous la direction de Sa Majesté le Roi Salmane ben Abdul Aziz Al Saoud, Gardien des Deux Saintes Mosquées, et de Son Altesse Royale le Prince héritier Mohamed ben Salman ben Abdul Aziz Al Saoud, pour leur soutien généreux et leurs conseils continus à l'OCI et à la Oumma en général pour parvenir à la paix, à la justice, à l'harmonie, à la sécurité et au développement durable dans le monde, et à S.E. M. Adama Barrow, Président de la République de Gambie, pour avoir assumé la présidence de l'OCI et accueilli le 15^e Sommet, des pays tels que la République islamique du Pakistan, la République de Turquie, la République islamique d'Iran, la République arabe d'Égypte, ainsi que d'autres États membres, pour diriger les efforts exhortant le Secrétaire général de l'ONU à nommer un Envoyé spécial des Nations unies pour lutter contre l'islamophobie et instaurer une Journée internationale dédiée. ■

DÉCLARATION DE BANJUL

ADOPTÉE A LA 15^{ème} SESSION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE AU SOMMET

(RENFORCER L'UNITÉ ET LA SOLIDARITÉ PAR LE DIALOGUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE)
BANJUL, REPUBLIQUE DE LA GAMBIE 4-5 MAI 2024

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux.

Nous, Rois, Présidents et Emirs des Etats membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), réunis à l'occasion de la 15^{ème} Session de la Conférence islamique au Sommet, à Banjul, République de La Gambie, les 4-5 mai 2024 (25-26 Dhul-Qi'dah 1445H) ;

Réaffirmant notre attachement aux principes et objectifs consacrés dans la Charte de l'OCI, en particulier le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, la non-ingérence dans leurs affaires internes et le règlement pacifique des différends ;

Adhérant aux nobles valeurs islamiques d'unité et de fraternité, de paix, de solidarité, de compassion, de tolérance, d'égalité, de justice, de modération, de juste-milieu et de dignité humaine ;

Engagés à respecter les principes de la Charte des Nations Unies et du Droit international ;

Soulignant l'impératif de promouvoir l'éducation, les droits de l'homme, la tolérance, la modération et le juste-milieu ;

Reconnaissant l'importance du dialogue interconfessionnel et interculturel, en tant que mécanisme efficace contre toutes formes de racisme, de discrimination, de xénophobie, d'islamophobie, d'extrémisme et d'incitation à la haine fondée sur la religion et la race ;

Confirmant notre attachement à un multilatéralisme inclusif et équilibré pour contribuer à la paix internationale, à la sécurité, à la justice et au développement durable, et promouvoir le dialogue entre les civilisations, les cultures et les religions, les relations amicales et le bon voisinage, le respect mutuel et la coopération ;

1- **AFFIRMONS** notre solidarité face à la catastrophe humanitaire qui frappe la Bande de Gaza et sa population en raison de l'agression israélienne ininterrompue depuis plus de six mois, sans respect des valeurs morales et humanitaires les plus élémentaires ; **APPELONS** les pays du monde à agir impérativement pour mettre fin au crime de génocide commis par l'occupation israélienne contre le peuple palestinien dans la Bande de Gaza et mettre en œuvre les mesures provisoires ordonnées par la Cour internationale de Justice ; **AFFIRMONS** que tous les efforts doivent être déployés pour accélérer l'acheminement de l'aide humanitaire et **REJETONS** toute tentative de déplacer le peuple palestinien en dehors de sa terre.

2- **REITERONS** notre soutien indéfectible au peuple palestinien dans sa lutte légitime pour l'obtention de ses droits inaliénables ; et **EXHORTONS** la Communauté internationale à contraindre la puissance occupante à respecter le droit international, les Résolutions des Nations Unies et, plus précisément celles du Conseil de Sécurité, y compris la Résolution 2720 (2023) et 2728 (2024), et à mettre fin à l'occupation illégale, à la colonisation et à l'apartheid dans le territoire palestinien et, notamment à Al-Qods Al-Charif. Faute de quoi, le conflit ne pourra que se prolonger, provoquer davantage de souffrances et d'instabilité dans la région.

3- **REAFFIRMONS** la nécessité de permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux légitimes, tels qu'ils sont reconnus par la Communauté internationale, notamment à travers la reconnaissance de l'État de Palestine jouissant d'une pleine souveraineté sur les frontières de 1967, avec pour capitale Al-Qods Al-Charif.

4- **INSISTONS** sur la nécessité de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour préserver l'identité islamique d'Al-Qods Al-Charif face aux dispositions et politiques illégales ainsi qu'aux tentatives de judaïsation de l'occupant et aux violations de la sacralité et du statut d'Al-Haram Al-Charif.

5- **EXHORTONS** nos frères palestiniens à resserrer leurs rangs dans leur combat à l'effet d'atteindre leurs objectifs, sous la bannière de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien.

6- **CONFIRMONS** l'entière solidarité des Etats membres avec le peuple palestinien dans sa lutte pour se soustraire à l'occupation étrangère et à la colonisation ; **DEPLORONS** toutes actions illégales visant à le priver de ses droits légitimes, au premier rang desquels figure leur droit à l'autodétermination.

7- **APPELONS** à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel et à l'arrêt de l'agression globale contre le peuple palestinien dans la Bande de Gaza, ainsi qu'à la fourniture des aides humanitaires, médicales et d'urgence, à l'ap-

provisionnement en eau et en électricité et à l'ouverture de couloirs humanitaires pour acheminer l'aide urgente dans la Bande de Gaza sans entrave et de manière suffisante ; **METTONS EN GARDE** contre le danger de la poursuite du crime de génocide et de nettoyage ethnique, y compris la famine, la privation d'eau et l'interdiction de l'entrée de carburant, provoquant ainsi une véritable catastrophe sur tous les plans sanitaire et humanitaire ; et **CONFIRMONS** notre rejet catégorique et notre opposition, par tous les moyens, à toute tentative de déplacement, d'expulsion ou de transfert forcé du peuple palestinien en dehors de son territoire.

8- **LOUONS** la solidarité des peuples et des gouvernements africains avec la lutte du peuple palestinien, en particulier ceux des Etats membres de l'OCI, et leur position ferme pour mettre fin à l'injustice historique qui a frappé le peuple palestinien, sur la base de leur expérience amère de la fin de la colonisation et de l'apartheid ; et **AFFIRMONS** notre soutien continu au peuple palestinien et à son juste combat jusqu'à ce qu'il obtienne tous ses droits légitimes et inaliénables, y compris le droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance.

9- **REITERONS** l'importance du recours au dialogue et à la médiation pour le règlement pacifique des différends, créant ainsi une atmosphère exempte de tension au sein de la Oummah islamique.

10- **RELEVONS** l'impératif de renforcer la diplomatie préventive afin de contribuer de manière significative à l'instauration de la paix, à la préservation des vies et des ressources et à la réalisation des aspirations de nos peuples à un développement durable.

11- **SOULIGNONS** l'importance que nous attachons à un niveau de vie décent et à la protection des droits des communautés et minorités musulmanes dans les Etats non membres de l'OCI.

12- **EXPRIMONS** notre solidarité avec les communautés et minorités musulmanes dans certains pays non membres de l'Organisation qui sont victimes de persécution, d'injustice et d'agression ; **APPORTONS** le soutien nécessaire à leurs causes légitimes et **APPELONS** à la poursuite des efforts internationaux en faveur de la sauvegarde de leurs droits, de leur dignité et de leur identité religieuse et culturelle.

13- **REAFFIRMONS** notre soutien politique, moral et diplomatique constants au peuple cachemiri et **APPELONS** le Conseil de Sécurité des Nations Unies à prendre des mesures effectives en vue de la mise en œuvre des Résolutions sur le Jammu et Cachemire pour permettre au peuple cachemiri d'exercer ses droits inaliénables à l'autodétermination, à travers un référendum supervisé par les Nations Unies.

14- **INSISTONS** une nouvelle fois sur la nécessité impérieuse de résoudre les conflits prolongés, y compris ceux de la Palestine et du Jammu-et-Cachemire, conformément aux Résolutions pertinentes des Nations Unies et aux aspirations de leurs peuples, afin de juguler la menace persistante contre la paix et la Sécurité, tant au Moyen-Orient qu'en Asie du Sud-Est.

15- **EXPRIMONS** notre profonde inquiétude face à la persécution systématique croissante des musulmans et des autres minorités en Inde, qui a conduit à leur marginalisation politique, économique et sociale ; et **DEMANDONS** instamment au Gouvernement indien de prendre les mesures adéquates pour protéger leur vie et leurs biens et prévenir la récurrence de tels actes à l'avenir.

16- **RENDONS HOMMAGE** à la République islamique du Pakistan, au Royaume d'Arabie Saoudite, à la République de Türkiye, à la République islamique d'Iran, la République Arabe d'Egypte et à d'autres États membres pour les efforts qu'ils ont déployés au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de l'adoption des Résolutions proclamant le 15 mars comme « Journée internationale de lutte contre l'Islamophobie », en 2022, et des « Mesures de lutte contre l'Islamophobie », le 15 mars 2024 ; et **PRIONS INSTAMMENT** le Secrétaire général des Nations Unies de nommer un Envoyé Spécial de l'ONU pour lutter contre l'Islamophobie et de mettre en œuvre les autres mesures pertinentes contenues dans ces Résolutions.

17- **EXHORTONS** les États membres et les autres pays à prendre toutes les mesures, y compris législatives et politiques, pour lutter contre l'intolérance religieuse, les stéréotypes négatifs, la haine, l'incitation à la violence et la violence à l'encontre des personnes en raison de leur religion ou de leurs confessions.

18- **INSISTONS** sur la nécessité de poursuivre les délibérations concernant l'opérationnalisation complète de l'architecture de paix et de sécurité de l'OCI, et **APPRECIONS** l'engagement par la République islamique du Pakistan des discussions en vue de débattre et de développer des mécanismes de prévention des conflits, de médiation, de réconciliation et de consolidation de la paix pour relever et résoudre les défis et conflits contemporains auxquels la Oummah islamique se trouve confrontée.

19- **REITERONS** notre soutien à un Afghanistan pacifique, stable, prospère et ouvert à tous ; et, à cet égard, **REAFFIRMONS** l'impératif de relever les défis auxquels le peuple afghan est confronté, tels que les problèmes humanitaires, les droits de l'homme, les groupes ethniques, la sécurité et le terrorisme, les stupéfiants et les problèmes sociaux.

20- **SOULIGNONS** l'importance du plein respect des droits de l'homme de tous les Afghans et la nécessité de

protéger les droits fondamentaux des filles et des femmes afghanes, en particulier ceux de l'éducation et du travail; APPELONS à davantage de communication avec les autorités de facto sur ces questions ; et INSISTONS également sur la nécessité de redoubler d'efforts pour relever les défis liés aux groupes ethniques, au terrorisme, aux stupéfiants et aux aspects sociaux en vue d'une gouvernance inclusive et d'une stabilité durable.

21- REAFFIRMONS notre soutien indéfectible aux pays et aux peuples de la région du Sahel qui sont confrontés à des défis sécuritaires et humanitaires redoutables, notamment les conflits armés, l'extrémisme violent, l'insécurité alimentaire et les vulnérabilités amplifiées par le changement climatique.

22- RENDONS HOMMAGE à la République de La Gambie pour ses efforts de premier plan déployés auprès de la Cour internationale de Justice, au nom de l'OCI, à l'effet de demander des comptes aux responsables du génocide et des autres atrocités commises à l'encontre des musulmans Rohingya.

23- SOUTENONS le projet de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à proclamer le 11 juillet comme « Journée internationale de réflexion et de commémoration du génocide de 1995 à Srebrenica », tout en soulignant l'importance pour la Communauté internationale d'empêcher que pareils crimes ne se reproduisent.

24- CONDAMNONS avec la plus grande fermeté les incidents récurrents d'autodafé d'exemplaires du Saint Coran dans un certain nombre de pays européens et APPELONS une nouvelle fois les pays concernés et la Communauté internationale à prendre les mesures nécessaires et à vaste portée pour empêcher que de semblables actes ne se reproduisent et contrer la montée alarmante de l'islamophobie.

25- DENONÇONS fermement toutes formes d'intolérance, de terrorisme, de violence, d'extrémisme conduisant au racisme, à la xénophobie, à l'islamophobie et à la discrimination de toute nature, fondée sur l'origine ethnique, la tribu, la couleur ou la religion.

26- SOULIGNONS l'impératif de promouvoir la tolérance, le dialogue et la coopération entre les civilisations, les religions, les cultures et les peuples, dès lors qu'il s'agit des moyens les plus efficaces de lutter contre les fléaux que sont le racisme, la discrimination, la haine religieuse et l'islamophobie.

27- EXHORTONS la Communauté internationale à diligenter la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) et, tout particulièrement, la réduction de la pauvreté, le changement climatique, la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation, dans le respect des principes et valeurs islamiques.

28-INSISTONS sur la nécessité d'intensifier les efforts internationaux visant à protéger les droits des femmes, des enfants, des jeunes, des personnes âgées et des personnes ayant des besoins spécifiques, ainsi que les valeurs familiales islamiques.

29-INSISTONS également sur la nécessité de renforcer la coopération internationale en vue de faire face à la pénurie d'eau, qui s'est accentuée durant les dernières décennies, afin d'en faire un défi international face à la poursuite de l'évolution humaine, à la forte croissance démographique et aux répercussions allant crescendo des changements climatiques liés à l'eau partout dans le monde et notamment dans les pays arides.

30- ACCUEILLONS FAVORABLEMENT les résultats de la Conférence internationale sur la femme en Islam, abritée par le Royaume d'Arabie Saoudite, du 6 au 8 novembre 2023, à Djeddah, y compris l'éducation des filles et le droit au travail pour les femmes.

31- CONFIRMONS le droit au développement durable et à l'éradication de la pauvreté.

32- SOULIGNONS l'importance de la mise en œuvre du « Programme d'action OCI2025 » pour atteindre les objectifs fixés dans les domaines politique, économique, social et culturel ; et LANCONS UN APPEL en faveur du renforcement de la coordination et de la concertation entre les États membres et les organes de l'Organisation pour l'élaboration du Programme d'Action 2026-2035.

33- RENDONS HOMMAGE au Royaume d'Arabie Saoudite, sous la direction clairvoyante du Roi Salman Bin Abdulaziz Al-Saoud, Serviteur des Deux Saintes Mosquées et de Son Altesse Royale le Prince héritier Mohamed Bin Salman Bin Abdulaziz Al-Saoud (Puisse Dieu les préserver et les protéger) pour leur soutien généreux et leurs conseils continus à l'OCI et à la Oummah, en général, en vue de la réalisation de la paix, de la justice, de l'harmonie, de la sécurité et du développement durable à l'échelle planétaire.

34- FELICITONS ET SALUONS le Gouvernement et le peuple gambiens pour avoir accueilli la 15^{ème} Conférence islamique au Sommet et, tout particulièrement, Son Excellence M. Adama Barrow, Président de la République de La Gambie, pour en avoir assumé la présidence et l'assurons de notre soutien indéfectible et de nos prières pour qu'Allah lui accorde la sagesse et la force de raffermir davantage les liens de fraternité, de coopération et de solidarité entre les pays islamiques au service de la Oummah.

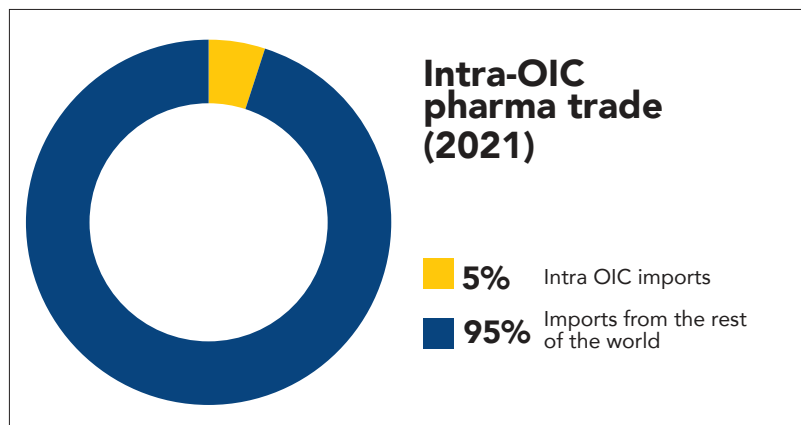
Qu'Allah Tout-Puissant et Omniscient bénisse nos entreprises et nous accorde le succès dans la réalisation de nos nobles objectifs au service de la Oummah islamique et de l'humanité dans son ensemble.

Données pour stimuler le commerce intra-OCI et renforcer la chaîne de valeur halal

LE MARCHÉ HALAL MONDIAL EST ESTIMÉ À 2 000 MILLIARDS DE DOLLARS ET DEVRAIT ATTEINDRE 3 000 MILLIARDS DE DOLLARS D'ICI 2025, EN HYPOTHÈSE BASSE. POUR VALORISER L'INDUSTRIE HALAL ET OFFRIR DE L'INTELLIGENCE AUX OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES, LE CIDC DÉVELOPPE POUR CHAQUE SECTEUR SPÉCIFIQUE DE L'INDUSTRIE HALAL DES DONNÉES QUALIFIÉES SUR LE COMMERCE, LES DÉPENSES DE CONSOMMATION ET L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT.

Les données et initiatives du halal peuvent aider à stimuler le commerce intra-OCI et à renforcer la chaîne de valeur halal. En augmentant le commerce intra-OCI, les États membres de l'OCI peuvent stimuler leur croissance économique et créer des emplois. En renforçant cette chaîne de valeur, les États membres de l'OCI peuvent répondre à la demande croissante de produits halal de la part des consommateurs. Le tableau de bord halal du CIDC y apporte un outil d'aide à la décision capital en affinant les stratégies à prendre et en lisant les courbes. Les principales entreprises opérant dans ce secteur au sein de la région de l'OCI sont aussi mises à disposition pour stimuler le commerce intra-OCI et renforcer la chaîne de valeur halal.

Lors de son message à l'ouverture d'Expo Halal de l'OCI 2023 et du 9e Sommet mondial Halal à Istanbul en Turquie, le 25 novembre 2023, M. Hissein Brahim Taha, Secrétaire général de l'OCI, est revenu sur la croissance significative du marché mondial du halal au cours des dernières années et une demande de produits certifiés halal suivant la même tendance pour atteindre une valeur marchande de 4,7 trillions de dollars en 2020: message alors lu par le Dr Ahmad Kawesa Sengendo, Sous-Secrétaire général aux



affaires économiques. Rappelons que ces événements simultanés se sont déroulés à Istanbul du 23 au 26 novembre 2023.

La 10^{ème} édition aura lieu en Tunisie du 8 au 12 octobre 2024.

Des statistiques pour performer

Les données sur le commerce intra-OCI peuvent être utilisées pour identifier les opportunités d'augmenter le commerce entre les États membres de l'OCI, tandis que celles sur la consommation halal facilitent l'identification de tendances de la consommation halal. Quant aux données sur la chaîne de valeur halal, elles peuvent être utilisées pour identifier les points forts et les points faibles de la chaîne de valeur. Soulignons qu'un certain nombre d'initiatives ont été lancées pour stimuler le commerce intra-OCI et renforcer la chaîne de valeur halal.

Parmi ces initiatives, le Centre commercial intra-OCI, plateforme en ligne qui permet aux entreprises des États membres de l'OCI de se connecter et de faire du commerce. Il propose un certain nombre de ressources, notamment un répertoire d'entreprises, une plateforme de commerce électronique et un centre d'information.

Il s'y ajoute le Forum halal de l'OCI, événement annuel qui réunit des entreprises, des gouvernements et des organisations internationales, pour discuter des opportunités de la chaîne de valeur halal.

Et pour contribuer à faciliter le commerce des produits halal entre les États membres de l'OCI et en dehors, le Programme de normalisation halal de l'OCI tend à développer des normes internationales pour les produits halal. ■

Togo Le Système ePhyto GeNS entre en lice

LE SYSTÈME EPHYTO GENS EST PLEINEMENT OPÉRATIONNEL AU TOGO. DEPUIS SEPTEMBRE 2023, LE TOGO ÉCHANGE DES EPHYTOS DIRECTEMENT AVEC SES PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX VIA LA PLATEFORME CENTRALE. LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE REQUISE POUR L'ENVOI D'EPHYTOS VERS L'UNION EUROPÉENNE Y A ÉTÉ INSTALLÉE EN DÉCEMBRE 2023. IL PEUT AIDER À FACILITER LE COMMERCE INTRA-OCI EN FOURNISSANT UNE PLATEFORME POUR L'ÉCHANGE ÉLECTRONIQUE DE CERTIFICATS PHYTOSANITAIRES.



UNE VUE DES PARTICIPANTS À LA CÉRÉMONIE DE MISE EN PLACE.



UNE VUE DE L'AUDIENCE DE LA CÉRÉMONIE DE SIGNATURES.

Le Système ePhyto national générique (GeNS) est un système centralisé en ligne qui permet aux pays qui n'ont pas leur propre système national de produire, d'envoyer et de recevoir des certificats phytosanitaires électroniques (ePhytos). Précisons que le GeNS est développé par la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) avec le soutien financier de la Facilité de

développement des normes et du commerce (STDF). La fourniture d'équipements informatiques essentiels permet aux inspecteurs phytosanitaires de vérifier, de traiter et d'enregistrer les informations sur le terrain avec précision et rapidité. La cérémonie officielle de remise des équipements a eu lieu le 14 mars 2024.

Catalyseurs du commerce intra-OCI

Le GeNS est un système qui procure de nombreux avantages, à savoir aider à améliorer l'efficacité des échanges commerciaux en réduisant le temps et les coûts associés à l'émission et au traitement des certificats phytosanitaires papier, à réduire les risques phytosa-



LES SIGNATAIRES DE L'IMPLÉMENTATION DU SYSTÈME.

nitaires en améliorant la traçabilité des envois de produits végétaux, et aussi et surtout à faciliter le commerce intra-OCI, en fournissant une plateforme pour l'échange électronique de certificats phytosanitaires.

Pour ce faire, le GeNS offre un certain nombre de fonctionnalités, notamment la création, la soumission, la réception, la vérification et la gestion des ePhytos. En effet, les utilisateurs peuvent créer des ePhytos en saisissant les informations requises, telles que les détails de l'expédition, les produits expédiés et le pays de destination, soumettre des ePhytos aux autorités nationales de protection des végétaux (NPPO) des pays de destination, sachant que ces derniers peuvent recevoir des ePhytos des pays expéditeurs, vérifier leur authenticité... Les utilisateurs peuvent gérer leurs ePhytos, tels que la consultation de l'état des ePhytos et le téléchargement de ceux approuvés. La réunion de clôture du projet est prévue le 25 juillet 2024 à Lomé. ■



ICDT INVEST DAYS YAOUNDÉ

LE FORUM ICDT INVEST DAYS YAOUNDÉ, QUI SERA ORGANISÉ PAR LE CIDC ET LA BANQUE ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE (BADEA), EN COLLABORATION AVEC L'AGENCE CAMEROUNAISE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (CIPA), ET PLACÉ SOUS L'ÉGIDE DU MINISTÈRE DU COMMERCE DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN, EST PRÉVU LES 24 ET 25 SEPTEMBRE 2024 À YAOUNDÉ, AU CAMEROUN.

Après l'étape Banjul qui a été un franc succès, les «ICDT Invest Days» sont prévus les 24 et 25 septembre 2024 à Yaoundé, capitale de la République du Cameroun. Au-delà de la mise en évidence des perspectives d'investissement, le forum cherche à favoriser les partenariats économiques et commerciaux entre les pays de l'OCI et à renforcer l'intégration régionale.

Comme le précise si bien Mme Latifa El Bouabdellaoui, DG du CIDC, «En organisant cet évé-

nement sur le thème "Investir dans le Nouveau Cameroun, terre d'opportunités", notre objectif est de mettre en valeur le potentiel du Cameroun en tant que destination d'investissement de premier ordre, en présentant des opportunités lucratives aux investisseurs des pays membres de l'OCI».

Pour les participants, les «ICDT Invest Days» des 24 et 25 septembre 2024 à Yaoundé, au Cameroun, seront sans aucun doute une occasion opportune d'explorer et

de contribuer au paysage d'investissement florissant du Cameroun.

«Nous faciliterons l'échange de connaissances nationales et régionales, offrirons un soutien au financement de projets par le biais des institutions financières régionales et promouvoir des projets d'investissement stratégiques pour renforcer les chaînes de valeur au sein de l'OCI», assurent les initiateurs de ces rencontres dans un pays au potentiel immense. ■



Pakistan 18^{ème} Foire commerciale des États membres de l'OCI à Lahore, en décembre

LE CIDC ORGANISE, SOUS L'ÉGIDE DU MINISTÈRE PAKISTANAIS DU COMMERCE ET EN COLLABORATION AVEC L'AUTORITÉ DE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE DU PAKISTAN (TDAP), LA 18^{ème} FOIRE COMMERCIALE DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI, DU 29 NOVEMBRE AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2024 À LAHORE, EN RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN.



Œuvrant inlassablement à renforcer les liens commerciaux entre les États membres de l'OCI, le CIDC organise la 18^e Foire commerciale des États membres de l'OCI.

Cette foire multisectorielle, prévue du 29 novembre au 1^{er} décembre 2024 à Lahore, en République islamique du Pakistan, offrira une plateforme à la communauté des affaires, aux organismes de promotion du commerce, aux agences de promotion des investissements, aux chambres de commerce, d'industrie, d'agriculture, d'artisanat, aux associations professionnelles et aux opérateurs économiques

des États membres de l'OCI pour présenter leurs produits et services, conclure des accords commerciaux et nouer des partenariats. Gageons que les leaders de l'industrie et les innovateurs des États membres de l'OCI ne manqueront pas la rencontre, rendez-vous quasi incontournable des PME-PMI pour se connecter entre eux et grandir.

Un rendez-vous à ne pas manquer

D'ores et déjà, l'initiateur et ses partenaires annoncent une manifestation riche en séquences et sessions de travail. L'événement comprendra, outre un forum d'affaires

Pakistan-Afrique et un Forum de dialogue politique pour les IPA des pays asiatiques et africains de l'OCI, un atelier de formation sur la Certification halal et la présentation du Rapport de l'OCI sur l'économie halal en collaboration avec le SMIIC.

Comme à l'accoutumée, des rencontres B2B sont prévues pour concrétiser des échanges d'affaires sur place ou les initier.

Il est prévu que la manifestation sera ponctuée d'une remise de prix aux Meilleurs Pavillons et aux femmes entrepreneurs. ■



AGENDA

- ▶ **16th BIENNIAL UN-OIC COOPERATION MEETING INVEST DAYS À YAOUNDÉ**
22-24 Juillet 2024 • Astana, Kazakhstan

- ▶ **WEBINAR ON «ENHANCING THE COMPETITIVENESS OF HALAL TOURISM IN THE OIC MEMBER COUNTRIES»**
29 Juillet 2024 • Virtuelle

- ▶ **COMMISSION ISLAMIQUE POUR LES AFFAIRES ECONOMIQUES, CULTURELLES ET SOCIALES (CIAECS)**
28-30 Juillet 2024 • Djeddah, Arabie Saoudite

- ▶ **COMITÉ FINANCIER PERMANENT (CFP)**
28-30 Juillet 2024 • Djeddah, Arabie Saoudite

- ▶ **WORKSHOP ON ISLAMIC DIGITAL ECONOMY IN OIC MEMBER STATES**
31 Juillet - 03 Août 2024 • Jeddah, Arabie Saoudite

- ▶ **50^{ème} RÉUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'OCI**
29-30 Août 2024 • Yaoundé, Cameroun

- ▶ **22^{ème} RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE DU COMCEC**
19-20 Septembre 2024 • Ankara, Turquie

- ▶ **INVEST DAYS À YAOUNDÉ**
24 -25 Septembre 2024 • Yaoundé, Cameroun

- ▶ **10^{ème} SALON DES PRODUITS HALAL DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI**
08-12 Octobre 2024 • Tunis, Tunisie

- ▶ **FORMATION DES FEMMES DES PAYS FRANCOPHONES DE L'OCI**
21-25 Octobre 2024 • Ndjamen, Tchad

- ▶ **41^{ème} SESSION DU COMCEC**
02-05 Novembre 2024 • Istanbul, Turquie

- ▶ **4^e FORUM CONSULTATIF DES ORGANISATIONS DE COOPÉRATION RÉGIONALE (ORC) OPÉRANT DANS LA ZONE DE L'OCI**
18-19 Novembre 2024 • Marrakech, Maroc

- ▶ **COP 29 (TRAINING WORKSHOP OF ASIAN COUNTRIES)**
11-22 Novembre 2024 • Baku, Azerbaïdjan

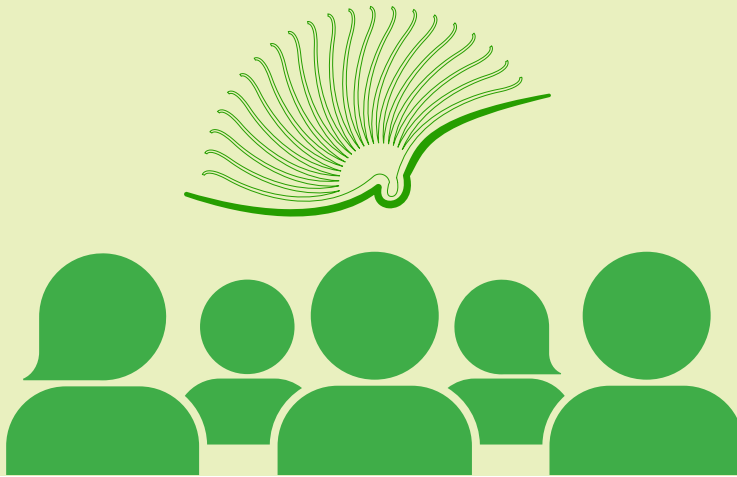
- ▶ **18^e FOIRE COMMERCIALE DE L'OCI**
29 Novembre-01 Décembre 2024 • Lahore, Pakistan

- ▶ **8^{ème} ACMOI**
04-05 Décembre 2024 • Djeddah, Arabie Saoudite



**ATELIER DE FORMATION
SUR L'ACCÈS AU MARCHÉ ET LA GESTION DE LA CHAÎNE DE VALEUR
POUR LES ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES DIRIGÉES PAR DES FEMMES
DANS LES PAYS MEMBRES FRANCOPHONES DE L'OCI**

21-25 OCTOBRE 2024 • N'DJAMENA, TCHAD



L'ATELIER VISE ESSENTIELLEMENT À AIDER LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) ET LES COOPÉRATIVES DIRIGÉES PAR DES FEMMES À ACCROÎTRE LEUR ACCÈS AU MARCHÉ INTERNATIONAL ET À MIEUX GÉRER LEURS CHAÎNES DE VALEUR, CE QUI, À SON TOUR, AUGMENTERA LES FLUX GLOBAUX DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT AU PROFIT DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ DES PAYS MEMBRES FRANCOPHONES.

L'ATELIER A POUR OBJECTIF D'ACCOMPAGNER LES DIRIGEANTES D'ENTREPRISES ET DE COOPÉRATIVES DES PAYS MEMBRES DE L'OCI, DANS LE BUT D'ACCÉDER AU MARCHÉ INTERNATIONAL, DÉCOUVRIR LES NOUVELLES TENDANCES DU MARCHÉ ET LEUR APPORTER LE SOUTIEN NÉCESSAIRE EN MATIÈRE DE NOUVELLES TECHNOLOGIES.





منظمة التعاون الإسلامي

OIC-OCI

L'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) est la deuxième plus grande organisation intergouvernementale après les Nations unies avec 57 Etats membres éparpillés dans 4 continents. L'Organisation est le porte-voix du monde musulman dont elle assure la sauvegarde et la protection des intérêts dans l'esprit de promouvoir la paix internationale et l'harmonie entre les différents peuples du monde.

Le Sommet Islamique, le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et le Secrétariat Général constituent les principaux organes de l'OCI. L'Organisation compte également trois comités thématiques permanents qui sont le comité de la science et de la technologie, le comité de l'économie et du commerce, le comité de la communication et de la culture ainsi que le Comité Al-Qods. En outre, l'Organisation possède des institutions spécialisées opérant sous sa bannière, telles que la Banque Islamique de Développement (BID) et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO). Ces comités thématiques, organes subsidiaires et institutions affiliées de l'Organisation jouent un vital et complémentaire en travaillant dans divers domaines.



www.oic-oci.org